

Salon international « Mechanica Al Djazaïr », une première édition réussie
Plusieurs contrats conclus pour booster la sous-traitance locale P4

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

Jeudi 12 Février 2026 / N° 1270 / PRIX 20 DA



Tariqa Tidjaniya
Le Khalife général
reçu par le Président
du Sénégal P4

À ADDIS-ABEBA, DEVANT LE CONSEIL EXÉCUTIF DE L'UA L'Algérie défend l'unité africaine comme « choix stratégique incontournable »

«L'Algérie soutient tout effort visant à renforcer notre Organisation et à la sortir de la logique de repli sur soi. Elle soutient également le renforcement de sa présence aux niveaux continental et international afin de faire face avec réalisme et responsabilité aux défis actuels». Dixit, Ahmed Attaf à Addis- Abeba. P3



Les Émirats arabes unis soufflent sur le brasier soudanais UN CAMP SECRET EN ÉTHIOPIE POUR FORMER LES FORCES DE SOUTIEN RAPIDE P4



Pour développer la production locale de lait infantile
Giplait s'associe au biélorusse Bellakt P3

Réunion du Gouvernement
Le développement local, sous les feux de la rampe
«Renforcer le rôle des collectivités locales en matière de création de la richesse et des postes d'emploi» : un leitmotiv au Gouvernement. P2



RÉUNION DU GOUVERNEMENT

Le développement local, sous les feux de la rampe

Le Premier ministre a réuni, hier, son Exécutif pour un tour de table du bilan annuel de mise en œuvre des directives données par le président de la République lors de la 6e rencontre Gouvernement-walis ; tenue les 24 et 25 décembre 2024, ainsi que ses principales recommandations.

C'est ce qu'on apprend d'un communiqué des services du Premier ministère. Le document en question souligne « la poursuite de la dynamique du développement local, la consolidation de la sécurité alimentaire et hydrique, le renforcement du rôle des collectivités locales en matière de création de la richesse et des postes d'emploi, la modernisation des services publics de proximité et la refonte de la

gestion urbaine de la ville pour assurer aux citoyens un cadre de vie de qualité».

En soi, un chantier administravo-socio-économique qui vise à démontrer que l'efficacité des politiques publiques trouve une traduction idoine au niveau des territoires où peuvent se combiner investissement, services, urbanisme et emploi.

De ce point de vue, il ne serait pas superflu de rappeler la pertinence des ateliers ; car révélateurs des priorités retenues au bout du compte, mis sur pied lors de cette sixième rencontre.

Il s'agissait des leviers financiers et budgétaires du développement local, de la sécurité alimentaire et hydrique, de l'économie locale et création de richesse, de la numérisation des services de proximité, et de la gestion urbaine durable pour améliorer le cadre de vie.



En remettant ce bilan sur la table, le Gouvernement a procédé à un lifting du sujet de fond ; à savoir que la décentralisation utile ne se résumait pas à des organigrammes, mais implique des arbitrages budgétaires, des procédures plus fluides et des responsabilités plus lisibles.

Dans le même sillage, et en évoquant explicitement le «renforcement du rôle des collectivités locales en ma-

tière de création de la richesse et des postes d'emploi», l'Exécutif entend montrer qu'il faille passer d'une logique de gestion courante à une capacité à conduire des projets, y compris en mobilisant des instruments financiers et budgétaires adaptés. Il est à noter, par ailleurs, que le Gouvernement a également examiné, en deuxième lecture, le projet de déploiement des services de communi-

cation par satellite en orbites non géostationnaires (NGSO). «Le lancement de ces services satellitaires vise à développer l'accès à Internet haut débit à travers l'ensemble du territoire national, particulièrement dans les zones rurales et enclavées et à renforcer la souveraineté nationale dans ce domaine stratégique», souligne dans ce contexte, son communiqué final.

R.N.

Code de la route et loi criminalisant la colonisation

Le Sénat valide les listes de ses représentants dans les deux commissions paritaires

Les membres du Conseil de la nation ont approuvé, mardi, les listes des représentants du Conseil au sein des deux commissions paritaires chargées d'examiner les dispositions faisant l'objet de divergence entre les deux chambres du Parlement relatives au texte de loi portant Code de la route et au texte de loi criminalisant la colonisation française en Algérie. «Azzouz Nasri a présidé une séance plénière ce mardi 10 février 2026 consacrée à l'adoption de la liste des représentants du Conseil au sein des deux commissions paritaires, chargées d'examiner les dispositions faisant l'objet de divergences entre les deux chambres du Parlement concernant le projet de loi portant Code de la route et le projet de loi relatif à la criminalisation de la colonisation française en Algérie», a indiqué un communiqué du Conseil. «Le président du Conseil de la nation a rappelé que le Conseil avait rejeté l'adoption de 11 articles du projet de loi portant Code de la route, lors de sa séance plénière du mercredi 21 janvier 2026. Il a également rejeté 13 articles du projet de loi relatif à la criminalisation de la colonisation française en Algérie, lors de la séance plénière tenue le jeudi 22 janvier 2026», a ajouté la même source.

RETOUR SUR LA RÉUNION DU CONSEIL DES MINISTRES

L'eau, priorité du Sud

Entre préparation du mois sacré, gestion de l'eau et nouveaux programmes pour les wilayas défavorisées, le président de la République a multiplié les instructions lors du Conseil des ministres, mardi. Un ensemble de directives marqué par la volonté d'éviter les tensions sociales et de rattraper les retards dans les zones les plus fragiles du pays.

Lors de la réunion du Conseil des ministres qu'il a présidée mardi, Abdelmadjid Tebboune a déroulé une série de consignes couvrant à la fois le Ramadhan, les infrastructures hydrauliques et les programmes complémentaires destinés aux wilayas les moins favorisées, selon un communiqué rendu public à la fin de la réunion.

Sur le Ramadhan, le chef de l'État a demandé à son gouvernement d'assurer un climat apaisé pour les citoyens. Il a ainsi « ordonné de réunir toutes les conditions à même de permettre aux citoyens de passer le mois de Ramadhan dans la sérénité et la quiétude, compte tenu de la sacralité de ce mois d'entraide et de solidarité ». Il a également enjoint de « renforcer l'action gouvernementale durant le mois de Ramadhan, afin

qu'elle soit positive et efficace face à toutes les préoccupations ».

S'appuyant sur l'état actuel des marchés, il a salué « la disponibilité des différents produits, y compris agricoles et d'origine animale », tout en rappelant que « cette abondance doit impérativement se répercuter de manière positive sur les prix durant ce mois sacré ».

Au chapitre hydraulique, Tebboune a placé le Sud en priorité. Il a chargé le ministre des ressources en eau de « lancer, au cours du mois prochain, la réalisation de deux stations de dessalement à Tamanrasset et Tindouf, au profit des habitants de ces deux wilayas », en insistant sur « le caractère stratégique de ces deux projets pour les habitants de notre Grand Sud ». Une nouvelle station d'épuration et de traitement des eaux usées sera également implantée à Tindouf, afin de soutenir les « projets agricoles prometteurs » de cette région.

Le président a, par ailleurs, réaffirmé l'importance d'une gestion rigoureuse de la ressource. Il a demandé de « redoubler de vigilance et de renforcer les mesures de précaution et de contrôle lors des opérations de délestage des eaux excédentaires

des barrages pleins ». Il a aussi rappelé « l'importance capitale du respect des plans de distribution de l'eau potable à l'échelle nationale tout au long de l'année ». Revenant sur l'incident récent ayant frappé Chlef, il a estimé que « l'interruption de l'alimentation en eau potable ayant touché les habitants de la wilaya de Chlef, avant d'être récemment rétablie, est totalement inacceptable et engage la pleine responsabilité des concernés », avertissant contre « tout laxisme pouvant conduire à de telles situations ».

Enfin, concernant les wilayas ciblées par les programmes complémentaires (Khenchela, Tissemsilt, Djelfa et Tindouf) Tebboune a pris acte des progrès enregistrés. Le communiqué indique qu'il « a salué la concrétisation de tous les programmes complémentaires et la mise en œuvre de leurs projets dans les délais prévus ». Il a dans la foulée demandé au gouvernement « d'élaborer de nouveaux programmes complémentaires au profit des wilayas les moins développées, notamment celles récemment créées ».

Rédaction

2026, de nouveaux barrages pour une vision stratégique

L'année 2026, verra la mise en service progressive de 5 nouveaux barrages dans les wilayas de Souk Ahras, Khenchela, Tizi Ouzou, El Tarf et Annaba, portant ainsi le nombre de barrages de 81 à 86 selon les informations de l'Agence nationale des barrages et transferts (ANBT). Le dessalement d'eau de mer prend également de l'elan. Actuellement, l'Algérie compte 19 stations de dessalement avec une capacité de production de 3,7 millions de m³/jour, permettant de satisfaire les besoins en eau potable de quelque 15 millions de citoyens. Après la réalisation de ces stations aux niveaux des régions côtières, l'État se lance dans la réalisation des projets pour le développement du dessalement des eaux souterraines dans le Sud.

L'EXPRESS



Quotidien national
d'information édité par la
SARL ADRA.COM
Adresse : Maison de la
presse Abdelkader Safir,
02 Rue Farid Zoulouache,
Kouba, Alger

Redaction@lexpressquotidien.dz
www.lexpressquotidien.dz
TEL/fax: 023.70.99.92
Service-pub@lexpressquotidien.dz

GÉRANT :

NOURDINE BRAHMI
DIRECTEUR HONORAIRE:
ZAHIR MEHDAOUI
DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
RABAH YUCEF RABAH

«POUR VOTRE PUBLICITÉ S'ADRESSER À:
L'Entreprise Nationale de communication
d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, Avenue Pasteur Alger

Tel : 020.05.20.91/020.05.10.42
Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77

Email : agence.regie@anep.com.dz
Programation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

Impression:
Société d'Impression
d'Alger (SIA)
Diffusion:
Media Distribution

Les manuscrits, photographies ou
tout autre document et illustration
adressés ou remis à la Rédaction ne
sont pas rendus et ne peuvent faire
l'objet d'une réclamation.

À ADDIS-ABEBA, DEVANT LE CONSEIL EXÉCUTIF DE L'UA L'Algérie défend l'unité africaine comme « choix stratégique incontournable »

À Addis-Abeba, Ahmed Attaf a réaffirmé que « l'Algérie soutient tout effort visant à renforcer l'Union africaine », appelant à sortir l'organisation du « repli sur soi » dans un contexte international jugé défavorable au continent.

PAR NASSIM TERKI

Réunis à Addis-Abeba pour la 48^e session du Conseil exécutif de l'Union africaine (UA), les ministres des Affaires étrangères du continent ont entamé, hier des travaux destinés à préparer le Sommet de l'UA prévu ce week-end. Mandaté par le président Abdelmadjid Tebboune, le ministre d'État, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, Ahmed Attaf, a pris part aux discussions, marquées par une forte préoccupation quant à la place du continent dans un environnement international de plus en plus instable. Dès l'ouverture de la réunion, le chef de la diplomatie algérienne a rappelé la position d'Alger : « L'Algérie soutient tout effort visant à renforcer l'Union africaine et à la sortir d'une logique de repli sur soi ». Dans une allocution prononcée devant ses homologues, Attaf a souligné l'importance stratégique du rendez-vous d'Addis-Abeba. « Le Sommet africain revêt une importance particulière au regard du contexte international dans lequel il se tient, un contexte qui menace de marginaliser l'Afrique, d'occulter ses questions et ses priorités, ainsi que de neutraliser son rôle et sa voix ». Pour le ministre, l'enjeu réside autant dans la capacité des États membres à analyser les nouvelles menaces que dans celle d'adapter leur action collective : « Il nous appartient d'identifier avec précision les dangers et menaces qui nous guettent tous, et d'adapter notre action commune aux transformations rapides qui nous entourent. » « Il s'agit aussi de réhabiliter notre projet unitaire comme choix stratégique pour préserver notre destin commun dans un monde troublé. Un monde que nous souhaitons demain plus attentif à nos préoccupations, plus soucieux de nos intérêts et plus réceptif à nos aspirations », a-t-il ajouté. Ahmed Attaf a également insisté sur la nécessité de renforcer la pertinence de l'Organisation continentale : « L'Algérie soutient tout effort visant à renforcer notre Organisation et à la sortir de la logique de repli sur soi. Elle soutient également le renforcement de sa présence aux niveaux continental et international afin de faire face avec réalisme et responsabilité aux défis actuels ». Il a réaffirmé



« tout le soutien et l'appui de l'Algérie à notre Commission, ainsi que tout le soutien et l'appui à la présidence tournante de notre Organisation ». Les travaux du Conseil exécutif doivent examiner plusieurs dossiers structurants pour l'avenir de l'Union. Les ministres étudient notamment le rapport de la 51^e session du Comité des représentants permanents (COREP), ainsi que celui relatif à la participation de l'Union africaine au G20. Ils doivent aussi se prononcer sur les rapports des commissions présidentielles concernant l'Africa CDC (Centre africain de contrôle et de prévention des maladies), le NEPAD, le Comité des dix (C-10) chargé de la réforme du Conseil de sécurité des Nations unies, et les politiques climatiques. L'ordre du jour prévoit en outre l'élection de dix nouveaux membres du Conseil de paix et de sécurité (CPS), de trois membres de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples, ainsi que de sept membres du Comité africain d'experts sur les droits et le bien-être de l'enfant. Le président de la Commission de l'UA, Mahmoud Ali Youssouf, a lui aussi insisté, à l'ouverture des travaux, sur la gravité des défis auxquels l'organisation est confrontée. « La stabilité politique, les crises sécuritaires ainsi que les conflits en Afrique demeurent une grande préoccupation pour l'UA », a-t-il déclaré. Ces « questions difficiles », a-t-il pour-

suivi, feront l'objet de délibérations approfondies lors du Sommet. Évoquant les changements anticonstitutionnels intervenus dans certains États, M. Ali Youssouf a salué « le retour de la Guinée et du Gabon au sein de l'Union africaine », à l'issue, selon lui, « d'un processus de transition réussi ». Il a également pointé la persistance de la menace dans certaines régions : « Dans le Sahel et la Corne de l'Afrique, la menace terroriste ne recule pas ». Le thème retenu pour l'année, consacré à l'eau et à l'assainissement, doit, lui aussi, occuper une place centrale dans les échanges. Le président de la Commission a insisté sur la nécessité de « protéger cette ressource partagée et ce facteur de coopération » face aux effets du changement climatique. Enfin, le développement et l'intégration continentale figurent parmi les priorités affichées. Mahmoud Ali Youssouf a rappelé que « la ZLECAF et les institutions de l'UA demeurent essentielles à la promotion de l'intégration », estimant que leur efficacité dépendra de financements innovants et de partenariats renforcés avec le secteur privé et la société civile. Il a conclu en affirmant qu'« un leadership déterminé et des priorités stratégiques claires seront les clés de notre succès », tout en remerciant l'Angola, présidente en exercice de l'Union africaine, pour son rôle au sein du Conseil exécutif. ■

POUR DÉVELOPPER LA PRODUCTION LOCALE DE LAIT INFANTILE Giplait s'associe au biélorusse Bellakt

Le groupe Giplait a signé un accord de coopération et de partenariat avec la société biélorusse Bellakt, portant sur la fabrication et la production de lait infantile en Algérie. Cette initiative vise à développer la production locale et à renforcer la coopération industrielle entre les deux pays, indique un communiqué du groupe. La cérémonie de signature s'est déroulée à l'occasion d'une visite de travail de la direction de Giplait en Biélorussie, en présence de la Présidente-directrice générale du groupe, Samah Lahlouh, accompagnée de plusieurs cadres, ainsi que d'Ekaterina Valerievna Fomenok, représentante du ministère biélorusse de l'Agriculture et de l'Alimentation, et de Tatiana Olegovna Gorkavik, première directrice générale adjointe de Bellakt, aux côtés de responsables de l'entreprise. Selon le communiqué, cet accord s'inscrit dans le prolongement des recommandations issues de la visite de la délégation éco-



nomique biélorusse en Algérie, organisée dans le cadre du Forum d'affaires algéro-biélorusse tenu en décembre dernier. À cette occasion, le ministre biélorusse de l'Agriculture et de l'Alimentation avait conduit une importante délégation, accompagnée du directeur exécutif de Bellakt,

pour une visite de la laiterie Rouiba. La même source souligne que la signature de cet accord traduit la dynamique positive enclenchée lors de cette visite et reflète la volonté des deux parties de développer un partenariat industriel durable dans le domaine de la production de lait infantile. ■

Éditorial l'EXPRESS

AGIR POUR PRÉSERVER L'AVENIR DU CONTINENT

PAR MAHDI B

L'Afrique, où l'instabilité politique est revenue au premier plan avec des conflits internes persistants, des guerres longtemps oubliées mais toujours présentes, et où le spectre d'une instabilité sociale chronique plane, est confrontée à de grands fléaux. À ces phénomènes géopolitiques internes, propres à l'Afrique, s'ajoute, la menace de plus en plus évidente d'une marginalisation et d'un isolement catastrophiques pour le développement intégré du continent. Hier, devant ses pairs à Addis-Abeba, le ministre des Affaires étrangères, Ahmed Attaf, a été clair et limpide, réaffirmant l'appel de l'Algérie au sursaut du continent face aux risques de marginalisation de l'Afrique, qui peine à s'arrimer aux grands ensembles politiques et économiques dirigeant le monde. Dans son intervention, en prélude au sommet de l'Union africaine, Attaf a mis l'accent sur trois facteurs déterminants : le contexte international est marqué par des tensions géopolitiques intenses, de profondes mutations économiques et financières se profilent à l'horizon, et l'économie mondiale se dirige vers des marchés difficiles d'accès pour les pays africains, qui ne disposent souvent que de gisements miniers ou de matières premières agricoles, largement concurrencés par les pays développés et leurs alliés de l'ASEAN et du Mercosur. Par la voix de son chef de la diplomatie, l'Algérie a averti que « la conjoncture mondiale actuelle menace de marginaliser l'Afrique, d'éclipser ses priorités et de réduire son rôle ainsi que sa voix sur la scène internationale ». Dès lors, pour les États africains, il s'agit d'identifier « avec lucidité les risques et menaces qui les guettent collectivement », a expliqué Attaf, pour qui le continent est confronté à des périls susceptibles de retarder encore longtemps son développement et sa cohésion politique. Aujourd'hui, force est de constater que la paix civile dans de nombreuses régions du continent est de nouveau menacée par le retour des seigneurs de la guerre et par les régimes arrivés au pouvoir par des coups d'État, des situations que l'Union africaine avait à la fin des années 1990 bannies et qu'elle ne reconnaît pas. La mise en garde de l'Algérie est donc réelle face aux défis qui attendent le continent africain, notamment le développement économique et social intégré, la mise en place d'une politique commerciale, énergétique et sociale commune, et, plus que tout, un effort financier colossal, de l'ordre de milliers de milliards de dollars, pour bâtir une infrastructure solide dans des domaines stratégiques tels que les routes, l'électricité, les transports, la santé et l'éducation. C'est en somme la démarche que les États africains doivent adopter pour éviter que le « trou noir » de l'isolement et de la marginalisation ne s'agrandisse davantage, alors que le continent cumule des déficits importants et un retard énergétique par rapport au reste du monde. Quelques indicateurs illustrent cet isolement : la part de l'Afrique dans les exportations mondiales a fortement diminué, touchant à la fois les matières premières, les produits agricoles et les produits manufacturés. Selon certains analystes, le continent pourrait, à ce rythme décevant de développement, devenir une « banlieue du Nord » ou une « périphérie de la périphérie », avec un risque de déconnexion passive du reste du monde si des réformes profondes ne sont pas entreprises. Les solutions existent, mais il faut les appliquer pour rompre le cycle infernal du sous-développement et de l'instabilité politique. Il est nécessaire d'inverser cette tendance par une meilleure intégration régionale, la diversification économique, le renforcement de l'éducation et, surtout, une gouvernance plus efficace afin de faire face à l'isolement et à la marginalisation. À Addis-Abeba, à la veille du sommet de l'Union africaine, l'Algérie a ainsi plaidé pour adapter l'action commune africaine aux transformations accélérées qui bouleversent l'ordre mondial. Le projet panafricain doit être réhabilité en tant que choix stratégique essentiel pour préserver le destin commun du continent dans un environnement international instable. Aujourd'hui, l'urgence est donc de renforcer l'Union africaine et de la sortir d'une logique de repli sur soi face à un monde bipolaire en pleine recomposition.

**Salon international
« Mechanica Al Djazaïr »,
une première édition réussie**
**Plusieurs contrats
conclus pour booster la
sous-traitance locale**

DE NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE À ORAN
AMEL B

La première édition du salon international « Mechanica Al Djazaïr », organisée dans la wilaya d’Oran, a tenu ses promesses avec la signature de contrats dans le domaine de la sous-traitance locale. Cet événement a constitué une occasion de valoriser les capacités nationales, de booster les partenariats et investissements, et de soutenir la dynamique de fabrication locale. Le salon « Mechanica Al Djazaïr » est un événement majeur dédié à la sous-traitance industrielle et aux pièces de rechange dans l’industrie automobile. Il a réuni une centaine d’exposants du 10 au 12 février au Centre des conventions Mohamed-Benahmed à Oran. De grands groupes tels que Stellantis Algérie, Chery, Jetour et Tirsam, ainsi qu’un large éventail d’entreprises spécialisées dans la fabrication de véhicules, de pièces automobiles et de services de sous-traitance, ont pris part à cette manifestation économique, aux côtés de nombreuses entreprises spécialisées dans la sous-traitance industrielle. Des industriels nationaux opérant dans la production d’équipements et de composants ont également participé à cette manifestation, à l’instar de Fabcom, active dans la fabrication de batteries, et Iris, spécialisée dans les pneumatiques, illustrant la diversification du tissu industriel algérien et les avancées réalisées dans la structuration des chaînes d’approvisionnement locales. Lors du salon « Mechanica Al Djazaïr », Raoui Beji, Président du Conseil d’Administration de Fiat El Djazair (Stellantis), a mis en avant les progrès réalisés par l’usine Fiat de Tafraoui (Oran), notamment en matière d’augmentation du taux d’intégration locale et de développement de la sous-traitance nationale. Sa participation a été marquée par l’annonce de nouveaux partenariats avec des fournisseurs algériens, témoignant de la volonté de Fiat El Djazair de renforcer l’écosystème industriel local et de soutenir la dynamique de fabrication nationale. Le salon a ainsi constitué une plateforme stratégique pour réaffirmer l’engagement du groupe Stellantis dans la consolidation de la filière automobile en Algérie et le développement de son réseau de sous-traitance pour l’usine Fiat en Algérie. Lors de l’événement, cinq nouveaux contrats avec des sous-traitants algériens ont été signés par Fiat El Djazair, illustrant la volonté de Stellantis de renforcer l’écosystème industriel local et de soutenir la production nationale de véhicules et de pièces détachées. Pour les organisateurs et les participants, cette première édition du salon « Mechanica Al Djazaïr » peut être considérée comme un succès, car elle a tenu ses promesses : la signature de plusieurs contrats avec des fournisseurs locaux, renforçant l’intégration industrielle et la sous-traitance nationale dans l’industrie automobile ; la présentation des dernières innovations, équipements et solutions techniques dans le secteur automobile et mécanique ; et l’organisation de workshops techniques et de rencontres B2B, favorisant les échanges entre industriels, investisseurs et experts du secteur. Cette première édition a donc rempli son objectif de plateforme stratégique, valorisant les capacités nationales, stimulant les partenariats et investissements, et soutenant la dynamique de fabrication locale ainsi que la diversification économique. Pour sa première édition, « Mechanica Al Djazaïr » se veut ainsi une base solide pour devenir un rendez-vous annuel incontournable de l’industrie automobile et mécanique en Algérie.

**LES ÉMIRATS ARABES UNIS SOUFFLENT
SUR LE BRASIER SOUDANAIS**

Un camp secret en Éthiopie pour former les RSF

Dans les forêts discrètes du district de Menge (Ethiopie), à une trentaine de kilomètres seulement de la frontière soudanaise, un camp aurait vu le jour loin des regards. Selon une enquête publiée mardi par Reuters, des milliers de combattants des Forces de soutien rapide (RSF) y seraient formés.

PAR BOUALEM B.

Une révélation qui, si elle se confirme, marque un tournant majeur dans la guerre dévastatrice qui ravage le Soudan. Car derrière ces infrastructures dissimulées sous le couvert végétal se joue peut-être une nouvelle étape du conflit. Les images satellites analysées par l’agence montrent un vaste défrichement entamé au printemps dernier, des bâtiments aux toits métalliques surgissant de terre, des rangées de tentes dressées pour accueillir les recrues, et même une station de contrôle pour drones installée dans un aéroport voisin. À partir d’octobre, l’activité se serait intensifiée. Il est remarqué des convois de véhicules, camions lourds, formateurs étrangers. Le site aurait progressivement pris l’allure d’une véritable base militaire. D’après huit sources citées par Reuters, dont un haut responsable éthiopien, le camp aurait été financé par les Émirats arabes unis. Abu Dhabi aurait également fourni des instructeurs et un soutien logistique. Ces affirmations s’appuieraient sur une note interne des services de sécurité éthiopiens et sur un câble diplomatique consulté par l’agence Reuters. Début janvier, environ 4 300 combattants des RSF y suivaient un entraînement, avec des livraisons d’équipements et de munitions. À terme, le camp pourrait accueillir jusqu’à 10 000 hommes, un renfort de taille alors



que les combats s’intensifient dans l’État soudanais du Nil Bleu. Pour les civils soudanais, ces chiffres ne sont pas abstraits. Depuis avril 2023, la guerre entre l’armée régulière et les RSF a fait des dizaines de milliers de morts. Des familles entières ont fui vers l’Égypte, le Tchad ou le Soudan du Sud. Dans certaines régions, la famine a été officiellement déclarée. Les violences à caractère ethnique se multiplient, laissant des communautés brisées et traumatisées. Les autorités éthiopiennes, l’armée soudanaise et les RSF n’ont pas répondu aux sollicitations de Reuters. Les Émirats arabes unis ont, de leur côté, fermement démenti toute implication, affirmant ne participer

« de quelque manière que ce soit » aux hostilités. Pourtant, les accusations à l’encontre d’Abu Dhabi circulent depuis des mois. L’armée soudanaise l’accuse de soutenir les RSF, des allégations jugées crédibles par certains experts de l’ONU et des parlementaires américains. Si l’existence du camp de Menge était confirmée, elle donnerait au conflit une dimension régionale encore plus inquiétante. Pour rappel, le Premier ministre éthiopien Abiy Ahmed entretient des relations étroites avec les Émirats qui sont un partenaire économique et politique majeur. En janvier, Addis-Abeba et Abu Dhabi publiaient une déclaration commune appelant à un cessez-le-feu au Soudan tout en

vantant leurs liens « pour la sécurité de chacun ». Un contraste saisissant avec les faits allégués. Dans la Corne de l’Afrique, l’inquiétude grandit. Chaque combattant formé loin des regards pourrait signifier des semaines, des mois, peut-être des années supplémentaires de souffrance pour une population déjà épuisée. Tant que la lumière ne sera pas faite sur ces accusations, le doute continuera d’alimenter les tensions et l’espoir d’un apaisement restera fragile. ■

Tariqa Tidjaniya Le Khalife général reçu par le Président du Sénégal

Le président sénégalais, Bassirou Diomaye Faye, a reçu le khalife général de la Tidjaniya en Algérie et dans le monde, Sidi Ali Bel Arabi. A cette occasion, Bassirou Diomaye Faye n’a pas manqué de mettre en avant la profondeur des liens spirituels et historiques unissant les deux pays, saluant par la même, le rôle de la Tidjaniya dans la diffusion des valeurs de savoir, de paix et de coexistence en Afrique et dans le monde. Après des échanges cordiaux, le khalife a offert au président sénégalais un burnous algérien, un chapelet en bois d’«anab» ainsi qu’un exemplaire du Saint Coran. Il l’a également félicité à l’occasion du sacre du Sénégal à la Coupe d’Afrique, rapporte la radio nationale. Pour sa part, Diomaye Faye a exprimé sa reconnaissance pour cette visite, tout en chargeant son hôte de transmettre ses salutations à l’Algérie, à son peuple et à son président. Il serait utile de rappeler Sidi Ali Bel Arabi Tidjani avait bénéficié d’un accueil chaleureux jeudi dernier à son arrivée au Sénégal, dans le cadre d’une visite officielle.

ALGÉRIE –SERBIE

La coopération parlementaire au centre d’une rencontre

Chargé par le président du Conseil de la nation, M. Azouz Nasri, le vice-président du Conseil de la nation chargé des relations extérieures, M. Rabah Baghali, a reçu, avant-hier, le président du groupe parlementaire d’amitié Serbie-Algérie, M. Goran Rakić, indique un communiqué du Conseil. Cette rencontre s’inscrit dans le cadre d’une visite de travail qu’effectue en Algérie le président du groupe parlementaire d’amitié Serbie-Algérie, du 9 au 13 février courant, précise la même source. Les entretiens ont permis d’examiner l’état et les perspectives des relations bilatérales entre l’Algérie et la Serbie, marquées par un rapprochement politique et une entente mutuelle. Ils interviennent également en concrétisation de la volonté commune des dirigeants des deux pays, le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, et le président de la République de Serbie, M. Aleksandar Vučić, de promouvoir les relations bilatérales à des perspectives plus larges et plus

efficaces. Dans ce cadre, M. Rabah Baghali a salué «la solidité des relations historiques» liant les deux pays amis, soulignant l’importance de renforcer leur coopération, notamment dans les domaines de l’économie, de la culture, de l’enseignement et de la défense. Il a insisté sur la nécessité d’accompagner cette dynamique par une coopération parlementaire efficace, à travers l’intensification des visites, l’échange d’expertises dans le domaine législatif et l’activation des mécanismes de la diplomatie parlementaire, notamment les groupes d’amitié. De son côté, M. Goran Rakić a exprimé sa «fierté» de visiter l’Algérie, au regard «de la place qu’occupe le pays aux niveaux régional et international», réaffirmant la volonté de son pays de renforcer les relations d’amitié et de coopération avec l’Algérie, reflétant la profondeur des liens unissant les deux peuples. Il a également appelé à renforcer le rapprochement entre les deux parlements, estimant que les relations bilatérales «méritent un élan de

coopération parlementaire plus important et une coordination plus large». À cette occasion, il a invité le groupe d’amitié parlementaire Algérie-Serbie à effectuer une visite en République de Serbie, en tant que démarche visant à consolider le partenariat et la coopération. À l’issue de la rencontre, les deux parties ont réitéré «leur détermination à poursuivre le travail conjoint afin de hisser les relations algéro-serbes à des niveaux supérieurs», illustrant ainsi l’esprit d’amitié et de confiance mutuelle entre les deux pays. La rencontre s’est déroulée en présence de Mme Samira Barhoum, députée et présidente du groupe d’amitié parlementaire Algérie-Serbie à l’Assemblée populaire nationale (APN), de Mme Samia El Eulmi, membre de la Commission des affaires étrangères, de la coopération internationale et de la communauté nationale à l’étranger, ainsi que des membres du Conseil de la nation, MM. Mahfoud Bousba, Rezki Mokrane et Charef Righi. **Rédaction**

LA SONNETTE D'ALARME TIRÉE POUR LE CANCER DE L'ENFANT

2 000 nouveaux cas par an et un diagnostic tardif ravageur

L'Algérie s'apprête à célébrer la Journée mondiale des cancers de l'enfant, le 15 février. Selon Pr Fatiha Gachi, chef de service d'oncologie pédiatrique au CHU Mohamed Lamine Debaghine (Bab El Oued), le pays fait face à un défi majeur : le diagnostic tardif. Une situation qu'elle attribue à un manque de sensibilisation touchant aussi bien le grand public que certains professionnels de santé.

PAR MERIEM KACI

En Algérie, le cancer de l'enfant constitue un véritable problème de santé publique, avec près de 2 000 nouveaux cas diagnostiqués chaque année, indique Pr Fatiha Gachi, chef de service d'oncologie pédiatrique au CHU Mohamed Lamine Debaghine (Bab El Oued). À l'échelle mondiale, environ 400 000 nouveaux cas sont enregistrés annuellement. Selon les données internationales, quatre enfants sur cinq guérissent aujourd'hui de leur cancer, ce qui souligne l'importance d'une prise en charge précoce et adaptée. Pr Gachi précise que le cancer de l'enfant se distingue fondamentalement de celui de l'adulte, tant par sa nature que par son origine, son dépistage et sa prévention. Contrairement aux adultes, les enfants développent principalement des tumeurs embryonnaires. Elle explique également que la progression tumorale est beaucoup plus rapide chez l'enfant, avec un risque élevé de métastases précoces si la prise en charge n'intervient pas dans des délais appropriés. Aujourd'hui, poursuit la chef de service d'oncologie pédiatrique du CHU de Bab El Oued, l'Algérie est confrontée à un défi majeur : le « diagnostic tardif ». Elle l'at-

tribue au manque de sensibilisation qui touche aussi bien le grand public que le personnel soignant, retardant ainsi l'identification des premiers signes d'alerte. Toutefois, ces cancers présentent généralement une excellente sensibilité aux traitements, qu'il s'agisse de chimiothérapie ou de radiothérapie, offrant ainsi des perspectives de guérison souvent supérieures à celles observées chez l'adulte. Selon Adda Bounedjar, président de la Commission nationale de prévention et de lutte contre le cancer (CNPLCC), 80 % des cas d'oncologie pédiatrique peuvent guérir lorsqu'ils sont pris en charge à temps. Outre l'absence de dépistage précoce, Pr Gachi regrette le manque d'accès aux soins pour les enfants résidant dans des zones éloignées, ce qui complique considérablement leur parcours thérapeutique et peut retarder davantage le traitement.

« Atteindre 60 % de détection du cancer du sein à un stade précoce »

Le pays a nettement amélioré ses prestations sanitaires en matière de prise en charge des patients atteints de tumeurs, grâce à un arsenal thérapeutique diversifié comprenant la chirurgie, la radiothérapie et des



traitements médicaux tels que l'hormonothérapie, la chimiothérapie, l'immunothérapie et les thérapies ciblées, énumère notamment Adda Bounedjar, président de la CNPLCC. Selon lui, le principal défi auquel est confronté le personnel de santé dans la prise en charge des patients atteints de cancer réside dans « l'évolution des formes tumorales ». C'est pourquoi il estime que l'enjeu majeur demeure la prévention, la lutte contre les facteurs de risque et le diagnostic précoce. « La prévention permet de réduire jusqu'à 40 % des cas de cancer », souligne le Pr Bounedjar. Il a également fait savoir qu'une étude académique réalisée à l'échelle nationale, portant sur un échantillon de 6 044 patientes at-

teintes d'un cancer du sein, a révélé que les cas diagnostiqués au stade I représentent actuellement 50 %. Or, les standards de l'OMS fixent un objectif supérieur à 60 % pour ce stade précoce. « Notre objectif est d'atteindre 60 % de détection du cancer du sein à un stade précoce », affirme le président de la CNPLCC. Pr Bounedjar précise par ailleurs que la prise en charge des patients a nettement évolué. À la fin des années 1990, les formes métastatiques représentaient 30 % des cas. Aujourd'hui, elles représentent moins de 18 % pour le cancer du sein. Les chances de guérison atteignent 97 % lorsque la maladie est détectée aux deux premiers stades, ajoute-t-il. De son côté, Pr Kaouel Meguenni, épidémiologis-

te au CHU de Tlemcen et coordinateur des registres des cancers dans la région Ouest, indique que l'incidence du cancer en Algérie se situe entre 120 et 154 cas pour 100 000 habitants, avec une progression annuelle variant entre 15 et 18 %. « Nous nous attendons chaque année à enregistrer entre 56 000 et 60 000 nouveaux cas de cancer », précise-t-il. Il rappelle que, selon l'OMS, quatre cancers sur dix dans le monde seraient évitables. Ces cancers sont liés à des facteurs de risque évitables tels que le tabagisme, le surpoids et l'inactivité physique. En s'appuyant sur ces données, Pr Meguenni estime qu'en Algérie, « près de 20 000 cas pourraient être évités chaque année ». ■

SAISIES MASSIVES DE DROGUES, D'ARMES ET DE MATÉRIELS D'ORPAILLAGE ILLÉGAL
Opérations spectaculaires de l'ANP



Des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP) ont arrêté dix éléments de soutien aux groupes terroristes lors d'opérations distinctes menées à travers le territoire national. Selon le bilan opérationnel hebdomadaire de l'ANP couvrant la période du 4 au 10 février 2026, les forces de l'Armée ont également interpellé 26 narco-trafiquants et déjoué des tentatives d'introduction de 10,98 quintaux de kif traité à travers les frontières avec le Maroc. Les opérations ont permis, en outre, la saisie de 2 284 797 comprimés psychotropes. Dans le cadre

de la lutte contre l'orpaillage illicite, 259 individus ont été arrêtés à Tamanrasset, Bordj Badji Mokhtar, In Salah, In Guezam et Djanet. Les détachements de l'ANP ont saisi 32 véhicules, 188 groupes électrogènes, 111 marteaux-piqueurs, ainsi que des quantités de minerai d'or et de pierres, en plus d'équipements utilisés dans des activités d'exploitation minière illégale. Par ailleurs, 11 autres individus ont été appréhendés lors d'opérations distinctes ayant permis la récupération d'une mitrailleuse de type FMPK, de deux pistolets-mitrailleurs de type Kala-

chnikov, d'un pistolet automatique, de neuf fusils de chasse et de 500,24 litres de carburant destinés à la contrebande. Enfin, les services concernés ont procédé à l'interpellation de 227 migrants clandestins de différentes nationalités à travers le territoire national. À travers ces résultats significatifs, l'Armée nationale populaire réaffirme son engagement constant et sa vigilance permanente pour la préservation de la sécurité nationale, la protection des frontières et la lutte résolue contre toutes les formes de criminalité organisée. ■

Gaspillage durant le Ramadhan
APPEL À RATIONALISER LA CONSOMMATION

La Commission ministérielle de la fatwa a appelé, à l'approche du mois de Ramadhan, à rationaliser la consommation, à éviter l'excès et le gaspillage, et à faire preuve de prudence sur les routes, indique mardi un communiqué du ministère des Affaires religieuses et des Wakfs. À l'approche du mois sacré, la Commission ministérielle de la fatwa a tenu, lundi, une réunion consacrée à « l'examen de plusieurs questions liées aux règles du jeûne et à ses finalités, ainsi qu'aux comportements individuels et sociaux qui accompagnent ce mois sacré », précise le communiqué. « Partant de son devoir religieux et de sa responsabilité scientifique dans la sensibilisation de la société conformément au référent religieux national, et soucieuse de faire du mois de Ramadhan une occasion de bienfaisance, de piété et de renforcement des valeurs de foi, de solidarité et d'entraide, la Commission a émis une série d'orientations pour le mois sacré », souligne la même source. À ce titre, la Commission a exhorté les jeûneurs à « rationaliser leur consommation, en évitant l'excès et le gaspillage », et à « s'imprégner de la jurisprudence du jeûne conformément au référent religieux national », tout en appelant les conducteurs à « faire preuve de prudence et de vigilance sur les routes ». Elle a également invité les citoyens à se référer aux personnes compétentes et spécialisées pour les questions de fatwa, et à solliciter l'avis des médecins, notamment en ce qui concerne les dispenses de jeûne. La Commission a, par ailleurs, appelé les commerçants à « incarner les valeurs de bienfaisance, de compassion, d'intégrité et d'honnêteté, en s'abstenant de toute fraude ou hausse exagérée des prix ».



TRAFFIC GLOBAL DES MARCHANDISES TRAITÉES PAR L'EPAL

Une croissance de plus de 17% enregistrée au 3ème trimestre 2025

FATIHA AMALOU.

Selon un bilan des activités du 3ème trimestre 2025, rendu public par l'EPAL, le trafic des marchandises à l'import a augmenté de 12,07% par rapport au 3ème trimestre 2024, il est estimé à 2 027 727 tonnes alors qu'il était de 1 809 394 tonnes à la même période de l'exercice écoulé. Le trafic des conteneurs et celui des produits hydrocarbures qui représentent respectivement 28% et 35% des débarquements ont grandement contribué à augmenter le tonnage des importations avec des taux d'évolution de 14% pour le trafic conteneurs et de 28% pour le trafic des produits pétroliers. Néanmoins une régression de 5,01% a été constatée pour le trafic des produits agro-alimentaires. Le trafic des marchandises à l'export affiche, quant à lui, une hausse significative de 56% en comparaison à l'année passée avec un tonnage qui est passé de 243 250 tonnes au 3ème trimestre 2024 à 380 170 tonnes au 3ème trimestre 2025. Les exportations sont également dominées par le trafic des conteneurs ainsi que celui des hydrocarbures raffinés avec des parts de 49% et de 32% respectivement. De fait, nous avons enregistré une amélioration de 32,58% pour le trafic des conteneurs et de 158% pour le trafic des hydrocarbures. Par contre, les importations relatives aux produits agroalimentaires ont diminué, le tonnage étant de 666 863 tonnes au lieu de 702 039 tonnes au 3ème trimestre 2024. En l'occurrence, ce déclin le blé qui représente 68% de ce trafic et dont le tonnage bascule 450 286 tonnes au 3ème trimestre 2025 contre 599 598 tonnes pour la même période de l'année passée, cette baisse s'explique par l'augmentation des capacités de stockage locale des céréales dont le blé. Le reste des cargaisons en vrac solide à l'exemple des autres céréales (orge, riz, haricot blanc etc...) et du sucre ont toutefois augmenté les autres céréales sont passés de 9467 tonnes à 104 083 tonnes le sucre présente une variation positive de

Le port d'Alger enregistre un bilan très positif en 2025, marqué au 3ème trimestre, par une croissance du trafic global des marchandises traitées de 17,31% comparativement au 3ème trimestre 2024. De fait, le tonnage global enregistré est égal à 2 407 897 tonnes contre 205 644 tonnes pour l'année passée.



17,27% par rapport au 3ème trimestre 2024. Par ailleurs, il a été observé le débarquement d'un tonnage de 4512 tonnes de café vert en vrac au cours du mois d'août 2025. Le port d'Alger a également enregistré un bilan très positif en 2025, marqué au 2e trimestre, faut-il le rappeler, par une hausse de plus de 42% des exportations (hors hydrocarbures) et une croissance de 20% du trafic global de marchandises. Le volume exporté a atteint 438 668 tonnes (mars-juin 2025), soutenu par une réorganisation en 24h/24 et 7j/7 depuis février. Le trafic conteneurs a approché le million d'unités sur l'année.

Aussi, la modernisation du port d'Alger s'accélère via une restructuration majeure pour en faire un hub logistique méditerranéen, marquée par une augmentation de 14 000 m² des surfaces de stockage. Cette opération inclut la

réhabilitation des quais (notamment le quai 18), l'acquisition de grues modernes de 125 tonnes et la digitalisation des procédures, permettant une hausse de 42% du traitement des conteneurs. Les réhabilitations portent la capacité à plus de 14 320 conteneurs et visent un trafic annuel dépassant 900 000 EVP (équivalent 20 pieds) sur l'acquisition de grues portuaires (125 tonnes) capables de traiter 50 conteneurs par heure, de reach stackers de 45 tonnes, et de cavaliers gerbeurs. La modernisation a permis de réduire le temps d'attente des navires à environ 6 par jour contre 10-12 auparavant, et a amélioré le rythme de traitement des navires de 30% et l'introduction d'outils numériques pour la gestion en temps réel des opérations de déchargement/chargement.

POUR RENFORCER L'INCLUSION FINANCIÈRE

La DGI sensibilise les opérateurs sur les nouvelles mesures fiscales

La Direction générale des impôts (DGI) a organisé, mardi à Alger, une Journée d'information et de sensibilisation sur les nouvelles mesures fiscales contenues dans la Loi de finances 2026, indique un communiqué de la DGI. Cet événement, tenu en présence du Directeur général des impôts, M. Djamel Hanniche, de l'Inspecteur général et de plusieurs cadres centraux, et avec la participation par visioconférence de plusieurs responsables et cadres des services extérieurs, s'inscrit dans le cadre des efforts de la DGI visant à assurer la cohérence législative et à accompagner ses services opérationnels. Dans une allocution prononcée à cette occasion, M. Hanniche a indiqué que cette rencontre intervient dans le cadre du plan stratégique de l'administration fiscale, mettant en avant l'importance majeure qu'elle revêt pour garantir l'appréhension et la compréhension des nouveaux mécanismes et assurer ainsi leur application optimale sur le terrain. Il a précisé que l'enjeu actuel réside dans l'amélioration des indicateurs d'efficacité et de performance, tout en accordant une attention particulière au renforcement des canaux de communication et à la consolidation de la confiance avec les contribuables, à travers la simplification des procédures et l'accélération du processus de la transformation numérique, en vue de garantir un service public de qualité et d'améliorer l'environnement de travail. Au cours de cette Journée d'information, les cadres de la DGI ont présenté des exposés techniques analysant en profondeur les différents axes législatifs et de contrôle, portant notamment sur les impôts directs et taxes assimilées, le régime fiscal applicable aux entreprises étrangères, la taxe sur le chiffre d'affaires, ainsi que les nouveautés relatives aux droits d'enregistrement, aux droits de timbre et aux impôts indirects. Les participants ont également abordé les mesures visant à renforcer l'inclusion fiscale et financière, les mécanismes de contrôle et d'audit fiscal, les stratégies de prévention et de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, ainsi que le traitement des contentieux fiscaux et les garanties accordées au contribuable. La rencontre a été clôturée par un débat avec les cadres des services extérieurs, lors duquel les directeurs centraux ont fourni des explications précises sur diverses questions et préoccupations soulevées, ce qui a permis de clarifier les aspects techniques complexes et de renforcer la préparation des équipes de terrain, en prévision de l'entrée en vigueur de ces mesures en toute fluidité et professionnalisme, conclut le communiqué.

R.E.

R.E.

Commerce extérieur

Ouverture des inscriptions aux exportateurs algériens pour participer à l'IFE à Londres

Le ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations a annoncé, dans un communiqué, l'ouverture des inscriptions aux opérateurs algériens activant dans le domaine de l'exportation, notamment dans les secteurs de l'agriculture et de l'agroalimentaire, pour participer à l'International Food & Drink Event (IFE), prévu à Londres du 30 mars au 1er avril prochain, selon l'APS. Le ministère invite les opérateurs souhaitant prendre part à ce salon à s'inscrire via le lien dédié à cet effet sur son

site électronique. L'IFE figure parmi les plus importants salons spécialisés dans les produits agroalimentaires en Europe et au Royaume-Uni. Il rassemble des exposants de différentes catégories, notamment les produits végétaux, biologiques et surgelés, les produits «healthy», les produits de boulangerie, les snacks ainsi que les aliments spécialisés. L'événement constitue une occasion de rencontre entre les professionnels du commerce de détail, des secteurs de l'hôtellerie et de la restauration, de la distribution et

de l'import-export, en vue d'explorer de nouvelles opportunités de partenariat, de renforcer les relations commerciales et de conclure des contrats. Le programme prévoit également l'organisation d'assises et de rencontres d'experts destinées aux professionnels aspirant au leadership, à l'innovation et à l'excellence dans le secteur de l'alimentation et des boissons, outre la découverte des nouveautés et des tendances mondiales dans ce domaine, selon le ministère.

R.E.

R.E.

AAPL: remise de quatre contrats de concession à des investisseurs

Le directeur général de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPL), Omar Rekkache, a supervisé, mardi soir à Oran, la cérémonie de remise de quatre contrats de concession à des investisseurs ayant bénéficié de foncier industriel pour la réalisation de leurs projets, selon l'APS.

Cette cérémonie s'est déroulée en marge d'une journée d'étude consacrée à la sous-traitance, organisée par la même agence dans le cadre du

Salon «Mécanica Algérie», en présence du directeur général des petites et moyennes entreprises au ministère de l'Industrie, Abdelaziz Rebbai, du directeur général de «Stellantis Algérie» pour la fabrication des véhicules «Fiat», Raoui Badji, ainsi que du délégué régional du Conseil du renouveau économique algérien, Tazi Mohamed Amine.

Les investisseurs ont bénéficié de ces contrats via la plateforme numérique de l'investisseur, lancée par l'Agence algérienne de promotion de

l'investissement dans le but de faciliter l'accès au foncier économique. L'opération a concerné les entreprises «Hamoud Parts», spécialisée dans la fabrication et l'assemblage de composants, d'accessoires et de pièces de rechange automobiles (Oran), «Adi-Net Or» spécialisée dans les équipements électroniques destinés à la maintenance industrielle à Aïn Temouchent (deux contrats), ainsi que «Adi-net Géolocalisation», spécialisée dans la fabrication d'équipements liés à l'énergie

solaire et électrique dans la même wilaya. Dans une déclaration à la presse à cette occasion, M. Rekkache a réitéré l'engagement de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement à accompagner les porteurs de projets, en particulier les petites et moyennes entreprises et les startups. Il a indiqué que l'agence œuvre, en coordination avec l'ensemble des partenaires, notamment le ministère de l'Industrie, le ministère de l'Economie de la connaissance, des Startups et des Micro-entreprises, ainsi

que l'ensemble des institutions de l'Etat, à l'augmentation du taux d'intégration locale et à la création d'un environnement favorable à ces projets, notamment à travers la mise en place de zones spécialisées. Par ailleurs, en marge du salon, six accords de partenariat industriel ont également été signés, dont cinq avec le groupe «Stellantis», tandis que le sixième concerne deux entreprises opérant dans le domaine des pièces de rechange pour motocycles.

R.E.

Houari Tigharsi:

«Les décisions du Conseil des ministres favorisent un développement équilibré et une sécurité alimentaire et hydrique».

FATIHA A.

Lors de son intervention à la radio nationale chaîne 1, M Tigharsi a estimé que les décisions du Conseil des ministres reflètent les grandes priorités des plus hautes autorités du pays en ce début d'année 2026. Ces priorités incluent la garantie de la stabilité sociale par la maîtrise des prix, pendant le Ramadan et tout au long de l'année, ainsi que le renforcement des investissements dans les infrastructures essentielles, en particulier dans le secteur de l'eau dans les régions du Sud, l'amélioration de la qualité de la gouvernance et des services aux citoyens, et la transformation des projets de développement en projets productifs et efficaces. Il a indiqué que l'accent mis sur l'approvisionnement du marché avant le Ramadan n'est pas seulement une considération sociale, mais reflète également une orientation stratégique dans le cadre de la politique nationale de sécurité alimentaire. Cette politique vise à garantir l'abondance en produits de large consommation et à prévenir les pénuries et les ruptures de distribution, assurant ainsi le bien-être des citoyens durant ce mois sacré grâce à une offre variée de produits. «Le Président de la République a manifesté un vif intérêt pour garantir la disponibilité de divers produits, animaux et agricoles, ce qui contribuera à la stabilité des prix et à la lutte contre la spéculation. Il a souligné qu'une intervention rapide de l'État permet de préserver le

Le professeur en sciences économiques, Houari Tigharsi, a salué, hier, les conclusions du Conseil des ministres de mardi, estimant que les décisions prises, notamment celles relatives aux programmes de développement dans les wilayas du Sud et certaines régions sous-développées, constituent une étape importante vers un équilibre régional et une répartition équitable des richesses.



pouvoir d'achat et envoi un message rassurant aux marchés et aux citoyens.», a-t-il déclaré à cet effet. Concernant le secteur de l'eau, M Tigharsi a expliqué que la saison des pluies de cette année a été meilleure que les précédentes, ce qui a permis une augmentation significative du niveau d'eau de plusieurs

barrages. Le véritable défi réside toutefois dans l'utilisation optimale de ces ressources, notamment par l'amélioration du stockage et la rationalisation de la consommation d'eau potable et d'irrigation tout au long de l'année. Il a souligné l'importance du projet algérien de dessalement d'eau de mer, qui com-

prend la construction de cinq nouvelles usines de dessalement d'eau de mer, d'une capacité de production journalière de 300 000 mètres cubes chacune. Ce projet national constitue un soutien stratégique à la sécurité hydrique du pays, notamment dans les régions de l'ouest qui ont souffert de la sécheresse ces vingt dernières années. Dans ce contexte, il a salué la décision du Président d'étendre ce projet à d'autres régions du pays, en particulier les wilayas du sud, avec notamment le lancement des travaux des usines de dessalement de Tamanrasset et de Tindouf. Il a considéré cette initiative comme une mesure stratégique pour répondre aux besoins actuels et futurs de la population. M Tigharsi a affirmé que l'investissement dans des projets aussi essentiels permet de réduire la dépendance aux eaux souterraines, de dynamiser l'économie et l'industrie, et de créer de nombreux emplois, contribuant ainsi à la stabilité démographique et au renforcement de la sécurité nationale. Par ailleurs, M Tigharsi a souligné que les programmes de développement complémentaires destinés aux wilayas les moins développées commencent à porter leurs fruits dans les wilayas de Djelfa, Khenchela, Tindouf et Tissemsilt. Il a expliqué que cette dernière a connu des transformations remarquables ces dernières années, après des décennies de marginalisation, grâce à des projets ayant eu un impact sur les infrastructures, le logement et les services.

UN RAPPORT AMÉRICAIN REVOIT À LA HAUSSE SES PRÉVISIONS DE DEMANDE DE PÉTROLE POUR 2026 ET 2027

L'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA) a revu à la hausse ses prévisions de demande de pétrole pour 2026 ainsi que ses estimations de croissance de l'offre de pétrole hors OPEP pour la même année. Selon un rapport récent obtenu par l'Energy Research Unit, la demande mondiale de pétrole devrait augmenter de 1,20 million de barils par jour (Mb/j) en 2026, contre 1,13 Mb/j précédemment. Ainsi, la demande totale de pétrole en 2026 pourrait atteindre 104,79 Mb/j. Parallèlement, la consommation de pétrole en Chine devrait atteindre 16,81 millions de barils par jour (Mb/j), représentant 16 % de la demande mondiale totale en 2026, contre 16,60 Mb/j en 2025. De même, l'EIA a revu à la hausse ses prévisions de croissance de la demande pour 2027, les portant à 1,28 Mb/j contre 1,27 Mb/j précédemment, soit un total de 106,07 Mb/j. L'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA) a revu à la baisse ses prévisions de croissance de la demande de pétrole pour 2025, les ramenant à 1,07 million de barils par jour (bpj), contre 1,16 million de bpj précédemment, pour atteindre un total de 103,6 millions de bpj, selon ses Perspectives énergétiques à court terme publiées le mardi 10 février 2026. La demande de pétrole en 2024 devrait augmenter d'environ 270 000 bpj, pour atteindre un total de 102,5 millions de bpj, contre 101,8 millions de bpj en 2023. L'AIE a également relevé ses prévisions de croissance de l'offre hors OPEP pour 2026, les portant à 1,20 million de bpj, contre 1,19 million de bpj précédemment, pour un total de 73,55 millions de bpj. Par ailleurs, l'AIE a revu à la hausse ses prévisions de croissance de l'offre hors OPEP pour 2027, les portant à 0,57 million de barils par jour (mb/j), contre 0,27 mb/j précédemment, ce qui porte le total à 74,12 mb/j. Les estimations de croissance de l'offre de pétrole hors OPEP ont quant à elles été abaissées à 2,08 mb/j en 2025, contre 2,1 mb/j dans les prévisions précédentes publiées le mois dernier. Cela signifie que l'offre totale de pétrole hors OPEP pourrait atteindre 72,5 millions de barils par jour (Mb/j) en 2025, contre 70,4 Mb/j en 2024. Le marché pétrolier devrait connaître un excédent d'offre de 3,06 Mb/j en 2026, contre 2,7 Mb/j en 2025, et un excédent supplémentaire d'environ 2,68 Mb/j en 2027.

F.A.

CHEMSEDDINE BENMOUSSAT, DIRECTEUR DES STARTUPS:

«L'agri-tech permet d'augmenter le rendement et d'économiser l'eau»

Le directeur des startups et des structures d'appui au ministère de l'Économie de la connaissance, des startups et des micro-entreprises, Chemseddine Benmoussat, a dressé, hier, un panorama détaillé de l'évolution de l'écosystème entrepreneurial national, marqué par une dynamique soutenue, des réformes structurantes et une ouverture affirmée à l'international. Intervenant à l'émission « L'invité du jour » sur la Chaîne 3 de la Radio algérienne, M Benmoussat, est revenu sur la cinquième édition de la Foire de l'entrepreneuriat d'Annaba (ACF), soulignant l'ampleur prise par cet événement devenu une référence nationale. « Ce qui était au départ un événement régional est aujourd'hui une manifestation à portée nationale et même interna-

tionale », a-t-il affirmé, précisant que des porteurs de projets et experts issus de 35 wilayas y ont participé. La présence de délégations tunisiennes, allemandes et italiennes, en partenariat avec la coopération algéro-allemande (GIZ), témoigne de l'attractivité croissante de l'écosystème algérien. Selon lui, cette réussite repose notamment sur la maturité du tissu local et sur le rôle clé du centre d'innovation d'Annaba, qui héberge aujourd'hui plus de 50 startups. « Cette concentration crée une énergie exceptionnelle et favorise l'émergence d'événements de plus en plus structurés », a-t-il expliqué. Les partenaires allemands, particulièrement impliqués dans la thématique de l'agri-tech, ont exprimé un intérêt marqué pour les compé-

tences locales. « Un expert allemand m'a confié qu'il n'avait jamais vu un gouvernement soutenir autant ses startups », a rapporté Benmoussat, insistant sur « la richesse du capital humain algérien, notamment chez les étudiants et jeunes entrepreneurs. » Les thématiques abordées lors de l'ACF (intelligence artificielle, santé et agriculture) illustrent l'orientation stratégique vers des secteurs à forte valeur ajoutée. « L'agri-tech permet d'augmenter le rendement, d'économiser l'eau et d'apporter plus de précision », a-t-il souligné, rappelant que ces domaines s'inscrivent dans la transition vers une économie innovante. Créé en 2020, le Comité national d'habilitation délivre aujourd'hui quatre labels, dont le tout récent label « Scale-up ». « La startup n'est

qu'une étape dans un parcours. Lorsqu'elle atteint une certaine maturité, elle doit évoluer vers le scale-up », a expliqué Benmoussat. Ce nouveau label, introduit en décembre 2025, consacre des entreprises capables de se développer à l'international et de générer des devises. L'objectif, selon lui, est de préparer l'émergence de champions nationaux et, à terme, de licornes. « Le Président de la République a orienté l'économie vers la connaissance, l'innovation et le savoir-faire, en complément des hydrocarbures », a-t-il rappelé. Pour 2026, le ministère ambitionne de labelliser au moins une quinzaine de Scale-up. Benmoussat a mis en avant les nombreuses incitations accordées aux startups, dont les exonérations fiscales pouvant atteindre six ans, pro-

cédures 100 % numériques, accompagnement gratuit et accès facilité au financement. « Aujourd'hui, un porteur de projet peut créer et développer sa startup sans dépenser un seul dinar au départ », a-t-il assuré. Les résultats sont probants, selon lui, affirmant que « sur plus de 1 100 startups labellisées depuis 2020, seules une dizaine ont cessé leur activité ». « Cela représente un taux de survie supérieur à 95 % », a-t-il indiqué. Par ailleurs, le rôle des startups dans la gouvernance et la souveraineté des données est jugé stratégique. « Nous avons des startups qui développent leurs propres modèles d'intelligence artificielle et des Cloud locaux afin de préserver les données sensibles en Algérie », a conclu Benmoussat.

R.E.

RÉSEAU DE GAZ NATUREL À M'SILA

Raccordement de 290 foyers de Souamaa et Ouled Addi Guebala

Les travaux de deux projets de raccordement au réseau de gaz naturel de 290 foyers dans les deux communes de Souamaa et d'Ouled Addi Guebala (wilaya de M'sila), ont été lancés mardi. Dans une déclaration l'APS à l'occasion, le chargé de communication à la direction locale de distribution de l'électricité et du gaz, Adel Neguez, a précisé que ces travaux permettront de raccorder 140 foyers du village Khebene dans la commune de Soamaa par un réseau de distribution de 22,5 km pour un coût estimé à 60,7 millions DA. Ils permettront aussi de raccorder au réseau de gaz 150 foyers du village Djelail dans la commune d'Ouled Addi Guebala par un réseau de distribution de 15 km pour un coût de 44,9 millions DA, selon la même source. Le financement des deux projets est assuré par le budget de la wilaya au titre des programmes publics d'amélioration du cadre de vie des citoyens et d'élargissement du taux de couverture par le réseau de gaz naturel, selon la même source.

SKIKDA

Lancement du relogement de 285 familles au pôle urbain Bouzaâroura

Une opération de relogement de 285 familles de la commune de Filfila (wilaya de Skikda) dans des appartements neufs au pôle urbain Bouzaâroura dans la même commune a été lancée, mardi dans le cadre des efforts des pouvoirs publics d'éradication de l'habitat précaire. Pas moins de 14 familles qui habitaient les cités Mokhtar-Laawadj et Zendouh-Mohamed ont été relogées aujourd'hui mardi, tandis que les 271 autres familles qui habitent la cité Chebel-Salah seront relogées aujourd'hui et demain, a déclaré à la presse le chef du daïra de Skikda, Zoheir Boubakri. Cette opération est la seconde d'une plus grande opération de relogement de 1.616 familles qui résident dans des habitations précaires dans la commune de Filfila. La première avait porté en décembre passé sur le relogement de 658 familles, a-t-on indiqué. Selon les explications données sur site par les responsables concernés, la totalité de l'opération de relogement devra permettre de récupérer une assiette foncière de près de 17 hectares qui sera exploitée pour y implant

Mostaganem

5 milliards de dinars pour renforcer le secteur éducatif

Dix écoles primaires, dix CEM, sept lycées et plusieurs dizaines de nouvelles salles de cours verront le jour dans le cadre d'un vaste plan d'investissement destiné à moderniser le secteur de l'Éducation à Mostaganem.



Améliorer les conditions de scolarisation et réduire la surcharge des établissements, c'est l'objectif du programme ambitieux mobilisé au service du développement du secteur de l'éducation dans la wilaya de Mostaganem. Selon un communiqué des services de la wilaya, « le secteur de l'Éducation dans la wilaya de Mostaganem a bénéficié d'une enveloppe financière de 5 milliards et 48 millions de dinars, destinée au renforcement des infrastructures éducatives et à l'amélioration des conditions de scolarisation, durant l'exercice financier en cours ». Selon la même source, cette enveloppe financière sera consacrée principalement à la réalisation de 10 nouvelles écoles primaires, 10

collèges d'enseignement moyen (CEM) et 7 lycées, dans le but d'améliorer les conditions de scolarisation et de renforcer la qualité de l'enseignement. Le programme prévoit également la réalisation de 70 salles de cours supplémentaires au sein des établissements confrontés au problème de la surcharge des classes, précise le communiqué. Par ailleurs, dans le but d'améliorer les conditions de scolarité, des projets seront lancés au cours de l'année en cours pour la réalisation de 12 cantines, dans le cadre du programme de restauration scolaire, ainsi que 7 terrains sportifs pour la promotion du sport au sein des établissements éducatifs. La même source a souligné que ces projets s'inscrivent dans le

cadre de la préparation de la prochaine rentrée scolaire et viennent compléter les projets dont a bénéficié le secteur, au cours des années précédentes, notamment en 2025, année durant laquelle 13 établissements éducatifs, tous cycles confondus, ont été réalisés et réceptionnés, 9 autres établissements ont été lancés en travaux, pour un montant global dépassant 9 milliards de dinars. La même source a, d'autre part, ajouté que le secteur de l'enseignement supérieur a bénéficié, au cours de la même année, d'un projet de construction d'une nouvelle cité universitaire et de la réhabilitation d'une autre, pour une enveloppe budgétaire de 150 millions de dinars.

TISSEMSILT

11 nouveaux établissements en cours de réalisation

Onze établissements scolaires, relevant de différents cycles d'enseignement, devront entrer en service dans la wilaya de Tissemsilt à l'occasion de la rentrée scolaire 2026-2027, a indiqué, mardi, la direction des Équipements publics de la wilaya. Le chef du service de suivi des projets réalisés, Ali Chennaoui, a précisé que le taux d'avancement des travaux au niveau de ces établissements scolaires varie entre 70 et 90%. Il a indiqué que six écoles primaires seront réceptionnées dans la commune de Tissemsilt, dont les travaux ont été lancés au cours du dernier trimestre de l'année 2025, avec des délais de réalisation compris entre six et huit mois. Les projets concernent également quatre collèges (CEM), dont trois dans la commune chef-lieu de la wilaya, situés respectivement aux quartiers 2.000 logements de la nouvelle ville Boumengouche 1.184 logements et dans la zone de Aïn El Karma, ainsi qu'un CEM dans la commune de Khemisti. Les programmes incluent aussi la réalisation d'un lycée au quartier 2.000 logements dans la zone de Aïn El Karma, où le taux d'avancement des travaux a dépassé 80%, selon le même responsable. Il a souligné que ces projets s'inscrivent dans le cadre de la politique du secteur de l'Éducation visant à améliorer les conditions de scolarisation et à réduire la tension sur les établissements scolaires, notamment dans les zones connaissant une expansion urbaine rapide, en particulier la commune chef-lieu de la wilaya. Pour rappel, le secteur de l'Éducation à Tissemsilt a enregistré, durant l'actuelle année scolaire, l'entrée en service de plusieurs établissements, dont cinq nouveaux groupes scolaires et un CEM, en plus de la réhabilitation et de l'équipement de plusieurs structures éducatives. Ces opérations ont porté, notamment, sur l'installation du chauffage central, la réfection de l'étanchéité des salles de classe et le revêtement des terrains de sport en gazon synthétique, afin d'assurer un environnement éducatif adapté et conforme aux exigences de la scolarité moderne.

ZONES HUMIDES À EL-MENIAA

Recensement de plus de 5.000 oiseaux aquatiques

Une population avifaune de plus de 5.000 oiseaux aquatiques, représentant 22 espèces dont 11 d'oiseaux nicheurs, a été recensée dans les zones humides de la wilaya d'El-Meniaa, dans le cadre du recensement hivernal mené entre les 18 et 31 janvier dernier par le réseau local des observateurs ornithologues, a-t-on appris mardi de la Conservation locale des forêts. Cette opération de dénombrement a été menée au niveau des lacs de Feidjet El-Gara, Feidjet El-Torki, Sebkh

El-Mellah classée au titre de la convention internationale de Ramsar en tant que site de grande importance environnementale dans la préservation de la biodiversité, notamment entre la méditerranée et le Sahara central, riche en sujets volatiles aquatiques protégés, a indiqué le chargé de la gestion de CF d'El-Meniaa, Abdelkader Hourou. Ces zones humides, a-t-il expliqué, présentent un important rôle environnemental et économique de par, outre sa vocation de ressource hydrique riche en poissons, son rôle de lieux de

prédilection d'oiseaux, facteur naturel dans la préservation de l'écosystème par le nettoyage et la désinfection naturelle des espaces aquatiques. Pour assurer le bon déroulement du recensement, il est fait état de la mobilisation de moyens humains et matériels nécessaires consistant, outre l'encadrement humain, en un véhicule tout terrain et des équipements d'observation ayant permis de relever l'existence de diverses espèces, dont l'hermine rouge, le flamant rose et le canard ferrugineux.

MANGER SANS GLUTEN

Nécessité médicale ou tendance alimentaire ?

PAR AMEL B.

Longtemps réservé aux personnes atteintes de pathologies spécifiques, le régime sans gluten s'est progressivement imposé dans les rayons des supermarchés et dans les habitudes alimentaires de nombreux consommateurs.

Adopté par de plus en plus de consommateurs, le régime sans gluten suscite un intérêt croissant. Si, pour certains, il s'agit d'une nécessité médicale, pour d'autres, c'est un choix alimentaire motivé par la recherche d'un meilleur bien-être. Il faut savoir que le gluten est une protéine présente dans certaines céréales comme le blé, l'orge et le seigle. Il est responsable de l'élasticité des pâtes et se retrouve dans de nombreux produits de consommation courante : pain, pâtes, biscuits, pâtisseries, sauces industrielles ou encore plats préparés, l'offre « gluten free » ne cesse de gagner du terrain. Mais derrière cet engouement, que disent réellement les experts ? Selon les spécialistes en gastroentérologie, l'exclusion du gluten est indispensable pour les personnes atteintes de la maladie cœliaque, une affection auto-immune qui provoque une inflammation de l'intestin grêle en cas d'ingestion de gluten. « Chez les patients cœliaques, même une faible quantité de gluten peut entraîner des complications digestives et des carences nutritionnelles », explique les experts. Le seul traitement efficace reste alors un régime strict et à vie. En dehors de la maladie cœliaque, certains patients évoquent une amélioration de leurs symptômes digestifs (ballonnements, fatigue, inconfort intestinal) après avoir réduit ou supprimé le gluten. Les nutritionnistes parlent alors de sensibilité non cœliaque au gluten, un trouble

Adopté par de plus en plus de consommateurs, le régime sans gluten suscite un intérêt croissant. Si, pour certains, il s'agit d'une nécessité médicale, pour d'autres, c'est un choix alimentaire motivé par la recherche d'un meilleur bien-être. Mais que disent réellement les experts ?



encore en cours d'étude. Toutefois, pour les experts en nutrition, le régime sans gluten n'apporte pas de bénéfice démontré chez les personnes en bonne santé ne présentant ni maladie cœliaque ni sensibilité diagnostiquée. Il faut différencier l'allergie au gluten et l'intolérance. L'allergie est ici une sous-catégorie de l'allergie au blé. Elle provoque des symptômes cutanés, respiratoires ou digestifs qui peuvent être graves. Elle peut aller jusqu'au choc anaphylactique et engager le pronostic vital. Dans ce cas, il est particulièrement important de bannir cette substance. L'intolérance au gluten, ou maladie cœliaque, est une maladie auto-immune. Le système immunitaire réagit à la présence d'une protéine contenue dans le gluten comme face à un agresseur et se défend. Les symptômes restent souvent mineurs, avec un inconfort digestif. La ma-

ladie est d'ailleurs souvent diagnostiquée après bien des années. Il est néanmoins important, là aussi, d'arrêter le gluten, même si une consommation occasionnelle et modérée ne provoquera pas de désagrément immédiat. La réaction auto-immune peut en effet provoquer une lésion de la paroi de l'intestin et une difficulté à assimiler certains nutriments. On estime qu'environ 1 % à 2 % de la population est concernée, mais la discrétion des symptômes laisse penser que ce nombre est sous-évalué. Le rôle du gluten est également évoqué par des études sur certaines formes d'arthrite. Néanmoins, son rôle n'a pas encore été démontré. En dehors d'un avis médical, il est sans intérêt d'arrêter le gluten. Certains scientifiques ont alerté contre un effet de mode dangereux, car bannir un si grand groupe d'aliments sans raison n'est pas anodin. Le

régime sans gluten doit donc être réservé aux personnes qui présentent un réel problème médical lié à sa consommation. « Il est important de consulter avant de supprimer le gluten, car une éviction non encadrée peut entraîner des déséquilibres alimentaires », soulignent les experts. En effet, les produits sans gluten industriels peuvent être plus riches en sucres et en matières grasses. « Supprimer le gluten sans raison médicale ne garantit pas une meilleure santé. L'essentiel reste une alimentation équilibrée, variée et adaptée aux besoins individuels », rappellent-ils. En somme, manger sans gluten peut être une nécessité thérapeutique ou un choix personnel, mais il demeure essentiel de s'informer et de se faire accompagner par un professionnel de santé afin d'éviter les erreurs nutritionnelles.

A.B

GASPILLAGE ALIMENTAIRE DURANT LE RAMADAN

Campagne de sensibilisation à Boumerdes

La direction du commerce de la wilaya de Boumerdes a lancé, mardi, une vaste campagne de sensibilisation et d'information au profit des citoyens visant à lutter contre le gaspillage alimentaire et à promouvoir une consommation équilibrée, dans le respect des normes d'hygiène et de sécurité des produits alimentaires, en prévision du mois de Ramadhan.

Le coup d'envoi de cette campagne a été donné à partir du marché de proximité de la ville de Boumerdes, en présence des autorités locales, de représentants des associations de la société civile et des organismes concernés.

« Cette initiative vise à ancrer les pratiques préventives contre le gaspillage alimentaire, à encourager une consommation responsable et à mettre en valeur le rôle des marchés de proximité dans la préservation du pouvoir d'achat », a indiqué le directeur du commerce, Ahmed Guemri. La campagne, s'étalant sur une durée de 15 jours et devant sillonner différentes régions de la wilaya, ambitionne également de renforcer l'efficacité de l'activité commerciale locale, de promouvoir la culture alimentaire saine et de sensibiliser les citoyens à l'achat raisonné des produits alimentaires, notamment les denrées périssables, à l'instar des viandes. Toujours à l'occasion du mois de Ramadhan, neuf (9) marchés de proximité seront ouverts à travers les daïras de la wilaya, avec un approvisionnement régulier en produits de large consommation à des prix réglementés et compétitifs, outre la mobilisation d'agents chargés du contrôle des prix et de la stabilité du marché, a-t-on précisé de même source.

Brésil

L'OMS valide l'élimination de la transmission mère-enfant du VIH

L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) a validé l'élimination de la transmission mère-enfant (ETME) du VIH par le Brésil, qui devient ainsi le pays le plus peuplé des Amériques à franchir cette étape historique. Cet accomplissement traduit l'engagement de longue date du Brésil en faveur d'un accès universel et gratuit aux services de santé grâce à son système de santé unifié, ancré dans un système de soins de santé primaires solide et le respect des droits humains.

« L'élimination de la transmission mère-enfant du VIH est une avancée majeure en santé publique pour tout pays, et en particulier pour un pays aussi vaste et complexe que le Brésil », selon le Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus, Directeur général de l'OMS. Le

Brésil remplissait tous les critères de validation de l'élimination de la transmission mère-enfant, à savoir la réduction de la transmission verticale du VIH à moins de 2 % et un taux de couverture des soins prénatals supérieur à 95 %, le dépistage systématique du VIH et le traitement en temps opportun des femmes enceintes vivant avec le VIH. En plus d'atteindre les cibles définies pour la validation, le Brésil a démontré qu'il assure des services de qualité pour les mères et leurs nourrissons, dispose de systèmes solides de données et de laboratoires et s'engage fermement en faveur des droits humains, de l'égalité des genres et de la mobilisation communautaire.

Le pays a mis en œuvre une approche progressive à l'échelle in-

ternationale en certifiant d'abord les États et municipalités de plus de 100 000 habitants, adaptant la méthodologie de validation de l'OPS/OMS à son contexte national tout en maintenant la cohérence à l'échelle nationale.

L'évaluation, appuyée par l'OPS, a été menée par des expertes et experts indépendants qui ont examiné les données, la documentation et le fonctionnement des établissements de santé. Leurs constatations ont ensuite été évaluées par le Comité consultatif mondial de validation de l'OMS, qui a officiellement recommandé de valider l'élimination de la transmission mère-enfant du VIH par le Brésil.

Cet accomplissement s'inscrit dans le cadre d'une initiative plus large. Au cours de la décennie

écoulée (2015-2024), plus de 50 000 infections d'enfants par le VIH ont été évitées dans la Région des Amériques grâce à la mise en œuvre de l'initiative visant à éliminer la transmission mère-enfant du VIH.

La réussite du Brésil s'inscrit dans le cadre plus large de l'initiative ETME Plus menée en collaboration avec l'UNICEF et l'ONUSIDA, qui vise à éliminer la transmission mère-enfant du VIH, de la syphilis, de l'hépatite B et de la maladie de Chagas congénitale. Elle fait partie de l'Initiative d'élimination des maladies de l'OPS, un effort régional visant à éliminer plus de 30 maladies transmissibles et affections connexes dans la Région des Amériques d'ici à 2030.

Le Brésil est l'un des 19 pays et territoires du monde où l'OMS a

validé l'élimination de la transmission mère-enfant, dont 12 se trouvent dans la Région des Amériques. En 2015, Cuba est devenu le premier pays au monde où l'élimination de la transmission mère-enfant du VIH et l'élimination de la syphilis congénitale ont été validées. Parmi les autres pays de la Région figurent Anguilla, Antigua-et-Barbuda, les Bermudes, les Îles Caïmanes, Montserrat et Saint-Kitts-et-Nevis en 2017 ; la Dominique en 2020 ; le Belize en 2023 ; et la Jamaïque et Saint-Vincent-et-les-Grenadines en 2024.

En dehors des Amériques, l'élimination de la transmission mère-enfant du VIH a été validée en Arménie, au Bélarus, en Malaisie, aux Maldives, à Oman, au Sri Lanka et en Thaïlande.

R.S

MADAGASCAR: Le cyclone Gezani frappe de plein fouet la deuxième ville du pays

Le cyclone Gezani, aux rafales de 250 km/h, a touché terre à Madagascar mardi, selon le centre météorologique spécialisé de la Réunion, en frappant de plein fouet la deuxième ville du pays Toamasina, faisant des dégâts «monstrueux», selon des médias. «La ville de Toamasina (Tamatave) a été frappée directement par la partie la plus intense du cyclone», à savoir le «mur de l'oeil», a indiqué dans son dernier bulletin le Centre météorologique régional spécialisé cyclones (CMRS) de l'île française de La Réunion. «C'est monstrueux. Tout est dévasté, les toitures envolées, les sols inondés, les murs d'enceinte des maisons en dur se sont effondrés. Et je parle des beaux quartiers, avec des maisons bien bâties», a décrit un habitant à des médias. Pour le CMRS, il «pourrait s'agir de l'un des impacts directs les plus intenses de l'ère satellitaire sur le secteur de Tamatave, rivalisant probablement avec Geralda». En février 1994, le cyclone avait fait au moins 200 morts et 500.000 sinistrés. Ayant perdu en intensité au contact de Madagascar, Gezani a été rétrogradé en tempête tropicale mais doit traverser la «Grande île» de part en part, en croisant au nord d'Antananarivo. L'école est suspendue mercredi dans plusieurs régions du pays où la journée sera aussi chômée, a annoncé le gouvernement.

CANADA

Dix personnes tuées par des tirs dans et autour d'une école

Des tirs dans un collège-lycée et dans une résidence à proximité ont fait dix morts mardi dans une région isolée de l'ouest du Canada, ont rapporté des médias citant la police, qui a précisé que l'auteur avait été retrouvé mort. Cette attaque s'est déroulée à Tumbler Ridge, une petite ville de 2.300 habitants au pied des Montagnes Rocheuses dans la province de Colombie-Britannique. Au total, 27 personnes ont été blessées, dont deux grièvement et 25 autres plus légèrement, a indiqué la Gendarmerie royale du Canada dans un communiqué. Selon plusieurs médias canadiens, l'auteur des tirs était une femme, mais dans l'immédiat la police a refusé de donner le moindre détail sur l'identité du suspect lors d'une conférence de presse en fin de journée.

Est de la RDC La Monusco exige des garanties de sécurité du M23

L'ONU veut des garanties de sécurité de la part des belligérants dans l'est de la RDC afin de pouvoir utiliser l'aéroport de Goma pour déployer une mission de surveillance de la Monusco à Uvira, en vue d'un cessez-le-feu permanent, a indiqué à Kinshasa le secrétaire général adjoint des Nations unies, Jean-Pierre Lacroix.



L'ONU souhaite obtenir des «garanties de sécurité» des parties au conflit dans l'est de la RDC, afin d'utiliser l'aéroport de Goma pour le déploiement d'une mission de surveillance en vue d'un cessez-le-feu, a déclaré le secrétaire général adjoint de l'ONU à Kinshasa mardi. L'est de la République démocratique du Congo (RDC), déchiré par des conflits depuis trente ans, est en proie depuis fin 2021 à la résurgence du M23. Le texte prévoit l'intervention de la Mission des Nations Unies en RDC (Monusco) pour une mission de surveillance sur le terrain en vue de la mise en oeuvre d'un cessez-le-feu «permanent». Cette mission est censée se déployer dans les prochaines semaines à Uvira, ville frontalière du Burundi, dont le M23 s'était emparé en décembre avant de s'en retirer sous pression de Washington. Les modalités de ce déploiement n'ont pas été précisées, mais la base des casques bleus la plus proche d'Uvira se trouve à Goma, grande ville de l'est tombée aux mains du

M23 en janvier 2025, et qui dispose d'un aéroport international fermé depuis la prise de la ville. «Nous ne sommes pas encore, et même loin de là, dans une situation où il y a un cessez-le-feu effectif dans l'est mais il y a une situation à Uvira où le M23 s'est désengagé», a expliqué à la presse le secrétaire général adjoint de l'ONU, Jean-Pierre Lacroix, lors d'une visite dans la capitale congolaise. «Il faudra d'abord des reconnaissances aériennes, ensuite le déploiement d'un nombre limité de personnels sur le terrain à Uvira, et puis éventuellement ensuite une présence plus substantielle», a détaillé M. Lacroix. «Il faudrait que nous puissions probablement partir de l'aéroport de Goma», d'où partiraient les hélicoptères pour les missions de reconnaissances, a poursuivi le représentant de l'ONU, ajoutant que «la condition préalable est que nous ayons les garanties de sécurité de la part de tous les acteurs sur le terrain.

R.J.

LÉGISLATIVES ET MUNICIPALES AU CAMEROUN Paul Biya annonce un nouveau report des élections

Le président camerounais Paul Biya a annoncé mardi soir un «léger réajustement» du calendrier des élections législatives et municipales, dans son traditionnel discours annuel adressé à la jeunesse, alors que la convocation du corps électoral était prévue pour début février. Initialement attendus l'année dernière, ces scrutins avaient déjà fait l'objet d'un premier décalage, avec une reprogrammation annoncée pour début 2026. Cette nouvelle décision prolonge une situation institutionnelle exceptionnelle au Cameroun, marquée par l'expiration progressive des mandats des députés et des conseillers municipaux. Dans son allocution télévisée à l'occasion de la 60e Fête de la Jeunesse, une rare apparition pu-

blique, le chef de l'Etat de près de 93 ans réélu en octobre a expliqué le report des élections par «certaines contraintes impérieuses», tout en assurant du «respect des dispositions pertinentes des lois et, tout particulièrement, de la Loi fondamentale». Paul Biya a également évoqué «le renouvellement, en préparation, des dirigeants des sociétés d'Etat» ainsi que «la formation du prochain gouvernement», très attendue par l'opinion. Il avait déjà annoncé le 31 décembre 2025 ce remaniement, sans qu'aucune nomination ne soit intervenue depuis. Le président a reconnu, dans son intervention, les difficultés d'insertion professionnelle auxquelles font face de nombreux jeunes Camerounais. Certains se sentent «dé-

semparés» devant les obstacles pour trouver un emploi ou concrétiser leurs projets, a déclaré Paul Biya, les exhortant à persévérer et à garder confiance en leurs capacités. Il a par ailleurs appelé la jeunesse à faire preuve de responsabilité et à se détourner «de la délinquance, de l'abus d'alcool, de l'usage des stupéfiants et de l'utilisation excessive des réseaux sociaux» tout en annonçant des mesures pour mieux protéger les jeunes filles contre les harcèlements et les abus. Des réformes seront engagées pour améliorer le fonctionnement de l'Etat et poursuivre la lutte contre «la corruption et les détournements de deniers publics», a assuré le chef de l'Etat.

APS

BRÉSIL

Au moins six morts et cinq blessés dans un glissement de terrain

Au moins six personnes ont été tuées et cinq autres blessées lors de glissements de terrain causés par de fortes pluies dans le sud-est du Brésil, ont déclaré mardi les autorités locales. Ces décès et blessés ont été signalés dans les Etats de Minas Gerais et de Rio de Janeiro. Selon les autorités, des enfants font partie des victimes. L'état d'alerte est maintenu dans les deux Etats, les autorités ayant prévenu de la possibilité de nouveaux glissements de terrain en raison des pluies continues et des sols rendus très instables par les intempéries.

PORTUGAL Démission de la ministre de l'Intérieur

Le ministre portugaise de l'Intérieur, Maria Lucia Amaral, a présenté sa démission et ses fonctions seront provisoirement assurées par le Premier ministre de droite Luis Montenegro, a annoncé mardi soir la présidence de la République. Le chef de l'Etat sortant Marcelo Rebelo de Sousa a accepté la démission de la ministre, peut-on lire dans un communiqué sur le site internet de la présidence.

Mme Amaral a «estimé ne pas disposer des conditions personnelles et politiques nécessaires à l'exercice de ses fonctions», précise le communiqué. La ministre était sous le feu des critiques pour sa gestion de la crise liée aux intempéries meurtrières ayant frappé le Portugal ces derniers jours. «La démission de la ministre de l'Intérieur est la preuve que le gouvernement a failli dans sa réponse à cette situation d'urgence», a aussitôt commenté auprès des médias le secrétaire général du Parti socialiste José Luis Carneiro. Les vents violents ayant accompagné la tempête Kristin avaient fait cinq morts la semaine dernière au Portugal et provoqué de nombreux dégâts. La péninsule ibérique est en première ligne du dérèglement climatique en Europe et subit des vagues de chaleur de plus en plus longues et des épisodes de fortes pluies de plus en plus fréquents et intenses. A l'issue d'une campagne électorale très perturbée par les intempéries ces deux dernières semaines, les Portugais ont élu dimanche un nouveau président, le socialiste modéré Antonio José Seguro.(APS) 59101/510

APS

Un séisme de magnitude 6,0 frappe les Samoa (USGS)

Un séisme de magnitude 6,0 a secoué la région située à 136 km au sud-sud-ouest de Gataivai, aux Samoa, selon l'Institut d'études géologiques des Etats-Unis (USGS). L'épicentre, situé à une profondeur de 49,5 km, a été initialement localisé à 14,91 degrés de latitude sud et 172,88 degrés de longitude ouest.

GC Mascara

La Ghali sanctionné d'un match à huis clos

Le GC Mascara, société du Groupe Centre-Ouest de la Ligue 2, a écopé d'un match à huis clos et d'une amende de 500.000 DA, pour une cinquième infraction au code discipline concernant le jet de projectiles sur le terrain, lors du match perdu à domicile face à la JS El Biar (1-2), a annoncé mardi la Commission de discipline de la Ligue nationale du football amateur (CD/LNFA).

Plusieurs autres sanctions ont été prononcées par cette instance à l'issue de sa dernière session et dont les plus importantes ont probablement été celles de Nabil Sadou (USM El Harrach), Samir Kermiche (RC Kouba) et Achraf Guettaf (HB Chelghoul Laid), ayant tous écopé de trois matchs de suspension fermes et d'une amende de 30.000 DA, «pour agression» sur des joueurs adverses. De son côté, le joueur Youcef Islam Siab (CR Béni Oulbane) a écopé de deux matchs de suspension fermes et d'une amende de 30.000 DA, «pour comportement antisportif» lors du match qui a opposé son équipe à l'AS Khroub, dans le cadre de la précédente journée de championnat. Enfin, le joueur du MO Constantine, Yasser Bermati a écopé de deux matchs de suspension fermes et d'une amende de 30.000 DA «pour injure contre un joueur adverse», lors du match qui a opposé son équipe à l'IB Khemis El Khechena, également dans le cadre de la 18e journée de championnat.

BADMINTON

Les algériens signent un deuxième succès de rang

Les sélections algériennes (messieurs/dames) de badminton ont poursuivi leur parcours sans faute aux Championnats d'Afrique 2026 de la spécialité, actuellement en cours à Gaborone (Botswana), en enchaînant un deuxième succès mardi, lors de la deuxième journée de compétition. Outreageusement dominatrices, aussi bien en individuel que par équipes, les sélections algériennes ont très facilement dominé leurs homologues de Zambie (chez les messieurs) et du Botswana (chez les dames) sur le même score de (5-0). Des succès qui s'ajoutent à ceux qui ont réussi la veille, lors de la journée inaugurale, respectivement contre Madagascar et le Lesotho, sur le même score (5-0). «Cette bonne entrée en matière de nos sélections nationales dans les Championnats d'Afrique montre, preuve en ne peut mieux, que la prépa-

ration a été à la hauteur et qu'il y a un réel désir d'aller loin dans cette compétition», a indiqué la Fédération algérienne de la discipline sur ses réseaux sociaux, juste après la fin de cette deuxième journée de compétition. «Dominer la sélection du pays hôte avec autant d'aisance chez les dames nous permet d'espérer carrément remporter le titre» at-elle ajouté dans son communiqué. La sélection nationale (messieurs) est composée d'Adel Hamek, Mohamed Abderrahim Belarbi, Mohamed Abdelaziz Oucheffoune, Koçaïla Mameri, Sabri Medal et Ousama Keddou. Elle a été versée dans le Groupe (C), avec Madagascar et la Le Groupe (A/messieurs), quant à lui, se compose du Ghana, du Nigeria et du Botswana, alors que le Groupe (B) se compose du trio Egypte-Zimbabwe-Burundi.

Le Groupe (C) comprend quatre nations : Maurice, Afrique du sud, les Seychelles et le Lesotho.

rain. Rhulani Mokwena, le cerveau derrière le renouveau tactique du Mouloudia, s'apprête à défier son propre passé. Longtemps mentor des Sundowns, il revient chez lui dans le costume de l'adversaire. «C'est un retour riche en émotions, mais ma priorité reste le Mouloudia», a-t-il confié. Mokwena sait mieux que personne que face à la machine à possession sud-africaine, ses joueurs devront accepter de «souffrir» ensemble. La discipline tactique sera le maître-mot pour contrer un adversaire qui ne tolère aucun faux pas sur ses terres. Pour ramener ce précieux nul, le MCA devra faire preuve d'un sang-froid absolu. Face à la vista des Sud-Africains, la gestion de la profondeur et la réactivité en contre-attaque seront décisives. Chaque seconde dans le Loftus Versfeld pèsera une tonne, mais le peuple du Doyen y croit : l'exploit est à

portée de main.

JSK : Défendre l'écusson pour l'honneur

Pendant que l'effervescence gagne Alger, la JS Kabylie s'envole vers la Tanzanie pour une mission bien différente. Face aux Young Africans, les Canaris, déjà hors course, joueront pour la gloire de leurs couleurs. Pour les protégés de Zinbauer, il ne s'agit pas d'un simple match de fin de parcours. C'est l'occasion de prouver que la JSK reste un grand nom du continent. Terminer sur une note positive à Dar es Salam permettrait d'apaiser la déception des fans et, surtout, de lancer une dynamique de victoires pour la suite du championnat national. L'Afrique ferme ses portes cette année, mais la JSK prépare déjà son retour au sommet.

H.M.

Ligue des champions d'Afrique

Le «Doyen» face à son destin contre Sundowns



Samedi, le Loftus Versfeld Stadium sera le théâtre d'un moment de vérité pour le MCA. Face aux Mamelodi Sundowns, le Doyen ne joue pas seulement un match, mais une place parmi le gotha africain. Entre résurrection inespérée et retrouvailles chargées d'émotion pour Mokwena, le suspense est à son comble.

USM El Harrach

L'AGO reprogrammée au 16 février

L'Assemblée Générale Ordinaire de l'USM El Harrach, initialement prévue ce mardi à Alger, a été finalement reportée au lundi 16 février courant, faute de quorum, a indiqué le club pensionnaire de Ligue 2 amateur de football. Sur les 25 membres attendus, seuls 19 se sont présentés au rendez-vous. Parmi les absents, le président démissionnaire Sofiane Touahria, dont la présence était pourtant indispensable, car cette AGO était essentiellement destinée à la présentation des bilans moraux et financiers de son mandat. Dans ces conditions, il a été décidé de reporter les travaux de février de cette assemblée au 16 courant, et cette fois, elle s'y tiendra, même si le quorum n'est pas atteint, car le règlement le permet. Outre la présentation des bilans moraux et financiers du mandat précédent, il sera procédé également à l'installation des Commissions de candidatures et de recours, pour préparer l'Assemblée Générale Elective (AGE), qui permettra de désigner un nouveau président au club. Pour rappel, Sofiane Touahria, avait présenté sa démission le 24 octobre dernier, estimant que les conditions ne lui permettaient plus de travailler sereinement. Fin novembre 2025, le club avait commencé à préparer une première Assemblée Elective, mais même après avoir attendu plusieurs jours, la commission de candidatures n'avait reçu aucun dossier pour la succession de Touahria. Une impasse qui avait conduit à l'installation d'un directoire, pour gérer les affaires courantes du club au cours des deux derniers mois, avant de procéder à la préparation de cette deuxième AGE. L'USMH, société du Groupe Centre-ouest de Ligue 2 amateur, occupe actuellement la deuxième place au classement avec 38 points, à six longueurs du leader la JS El Biar.

Coupe d'Algérie 2026 de Basket-ball

La FABB fixe le calendrier des prochains tours

La Fédération algérienne de basket-ball (FABB) a annoncé la programmation des prochains tours de la Coupe d'Algérie 2026, concernant les catégories seniors messieurs et dames. Selon un communiqué de la fédération, les huitièmes de finale (seniors messieurs) se dérouleront les 27 et 28 février, tandis que les quarts de finale, aussi bien chez les seniors dames que messieurs, sont prévus les 27 et 28 mars. Dans ce cadre, la FABB a invité les présidents des clubs concernés à assister au tirage au sort de ces deux tours qui auront lieu vendredi à 17h00 à Alger. Ce tirage permettra de déterminer les affiches des prochaines phases de la compétition nationale, l'une des plus prestigieuses du calendrier de basket algérien.

Chez les dames, l'effectif de la sélection nationale se compose de Yasmina Chibah, Hala Boukessani, Malak Oucheffoune, Sirine Ibrahim et Tanina Mameri. Elle a été versée dans le Groupe (A), en compagnie du Botswana, du Lesotho et Maurice. Le Groupe (B), quant à lui, regroupe l'Egypte, le Cameroun et la Zambie, alors que les sélections du Nigeria, d'Afrique du sud et du Zimbabwe forment le Groupe (C). Les épreuves par équipes prendront fin le jeudi 12 février et laisseront directement place aux épreuves «individuelles», qui se dérouleront du 13 au 16 février. La Fédération algérienne de badminton avait précisé dans un précédent communiqué, diffusé sur ses réseaux sociaux, que chez les dames, les Championnats d'Afrique actuellement en cours à Gaborone sont qualificatifs aux prochains Championnats du monde par équipes «Uber-Cup».



Real Madrid Mbappé va s'attaquer au record de Ronaldo

La saison actuelle pourrait marquer un tournant historique au Real Madrid. Kylian Mbappé, déjà décisif à multiples reprises depuis son arrivée, se rapproche progressivement de performances que l'on pensait inatteignables. Ses statistiques impressionnantes, son influence offensive et sa régularité ouvrent désormais une perspective inattendue: voir l'attaquant français défier les records les plus prestigieux du club madrilène, notamment celui établi par Cristiano Ronaldo.

Depuis le début de l'exercice, Kylian Mbappé affiche une efficacité exceptionnelle devant le but, accumulant les réalisations à un rythme rarement observé en Liga et en compétitions européennes. Auteur de 38 buts en 31 matchs toutes compétitions confondues, l'avant-centre madrilène dépasse largement ses standards précédents, confirmant une progression constante qui le place parmi les attaquants les plus productifs de la planète. Cette dynamique offensive, nourrie par une condition physique optimale et un rôle central dans l'animation offensive, permet aujourd'hui à l'international français d'être impliqué dans une part considérable des buts de son équipe.

La montée en puissance de Kylian Mbappé ne se limite pas aux chiffres bruts. Son influence tactique s'est également renforcée : participation à la construction du jeu, appels constants dans la profondeur et capacité à débloquent des rencontres serrées. Cette évolution transforme l'attaquant en véritable moteur offensif, capable de peser sur l'ensemble du système madrilène. Dans ce contexte, l'idée de voir la star tricolore s'attaquer aux marques historiques du club n'apparaît plus comme une hypothèse lointaine, mais comme un objectif crédible si la cadence actuelle se maintient.

Un record historique en ligne de mire

La performance qui attire désormais l'attention concerne le record absolu de buts sur une saison au Real Madrid, établi par Cristiano Ronaldo lors de l'exercice 2014-2015 avec 61 réalisations. Kylian Mbappé, grâce à son rendement offensif élevé et à un ratio buts-minutes particulièrement impressionnant, se situe actuellement sur une trajectoire susceptible de l'approcher en fin de saison. Les projections statistiques internes aux compétitions, rapportées par Football365, indiquent qu'en conservant son efficacité actuelle, l'attaquant pourrait franchir la barre symbolique des 60 buts, un seuil longtemps considéré comme inaccessible. Cette perspective renforce l'enthousiasme autour de Kylian Mbappé, dont la progression est observée avec attention par les supporters et les observateurs espagnols. L'entraîneur du Real Madrid, Alvaro Arbeloa, a d'ailleurs salué cette dynamique: «Ce que Cristiano a réalisé ici relevait du surnaturel, c'était impossible à égaliser. Mais si quelqu'un en est capable, c'est bien Kylian». Cette déclaration illustre la confiance grandissante dans la capacité du joueur à s'inscrire rapidement parmi les figures historiques du club.

PORTUGAL

Mourinho pressenti sélectionneur

À quelques mois du Mondial 2026, le Portugal fait les yeux doux à José Mourinho pour prendre les rênes de la sélection. L'avenir de la sélection portugaise pourrait connaître un tournant spectaculaire après la Coupe du monde 2026. Avec le contrat de Roberto Martínez arrivant à son terme, la Fédération portugaise envisage déjà la suite pour la Seleção, dans l'optique de lancer un nouveau cycle ambitieux. Plusieurs noms circulent en interne, mais un candidat attire particulièrement l'attention des observateurs et des supporters. Actuellement en poste au Benfica Lisbonne, José Mourinho pourrait devenir la prochaine figure forte à guider l'équipe nationale sur la scène internationale, une décision qui ferait grand bruit au Portugal comme au-delà de ses frontières. Selon les informations d'ESPN, José Mourinho, entraîneur du Benfica, serait le favori pour prendre les rênes de la Seleção après le départ de Roberto Martínez. Jamais sélectionneur national auparavant, le coach portugais apporterait son expérience internationale et sa réputation de leader charismatique à l'équipe nationale. Le choix de Mourinho représenterait une première et une évolution majeure dans l'histoire du football portugais, combinant exigence tactique et notoriété mondiale. Ses succès passés en club, en Ligue des champions et dans plusieurs championnats européens pourraient constituer un atout décisif pour la Fédération dans cette période de transition.

Attendu sur le banc après le Mondial 2026

L'idée d'un José Mourinho à la tête du Portugal s'inscrit également dans une volonté de renforcer la cohésion et l'identité de l'équipe nationale. La Seleção pourrait bénéficier d'un style de management exigeant et structuré, capable de maximiser le potentiel des jeunes talents comme des cadres expérimentés. L'annonce de cette orientation éventuelle suscite déjà des réactions passionnées parmi les supporters, qui voient dans cette option un signal fort pour le futur, tout en restant conscients que la décision finale dépendra de plusieurs paramètres contractuels et organisationnels. Le Portugais pourrait donc quitter son poste actuel dans les prochains mois pour endosser le rôle de sélectionneur, avec l'objectif de préparer le Portugal aux grands rendez-vous internationaux. L'expérience de Mourinho, sa connaissance des joueurs locaux et sa capacité à gérer la pression médiatique seraient des arguments clés pour convaincre les dirigeants.

ARABIE SAOUDITE

Galtier respecte le Ramadhan

Une prise de parole forte. Alors que le ramadan débute le 17 février pour la communauté musulmane, pour s'achever le 19 mars, les clubs vont faire quelques aménagements, comme c'est notamment le cas en Angleterre. Entraîneur de Neom en Arabie saoudite depuis juillet dernier, Christophe Galtier s'est exprimé sur la façon dont il comptait gérer cette période. «C'est mon troisième ramadan

dans le monde arabe, après deux ans au Qatar. Je tiens à féliciter la communauté musulmane pour ce mois sacré. Durant le ramadan, nous chercherons à trouver un équilibre physique et mental. La Ligue s'est également montrée coopérative pour programmer les matchs après l'iftar (rupture du jeûne ndlr)», a confié l'entraîneur en conférence de presse. Lors de son passage sur le banc de l'OGC Nice, il avait été soupçonné d'avoir tenu des propos racistes et

discriminatoires, notamment autour du ramadan. Il avait été placé en garde à vue dans le cadre d'une enquête préliminaire ouverte à la mi-avril pour des soupçons de «discrimination fondée sur une prétendue race ou l'appartenance à une religion». Jugé en décembre par le Tribunal correctionnel de Nice, le coach avait été relaxé. «Quand je lis les faits qui me sont reprochés, heureusement que ce n'est pas moi qui conduis. Je ne suis pas en état. Le racisme, la

discrimination ne font pas partie de mon logiciel car j'ai grandi dans un milieu multiculturel et évolué, tout au long de ma carrière, dans un tel milieu. Tout ça ne fait pas partie de qui je suis. C'était donc un réel choc d'être renvoyé devant le tribunal correctionnel pour de tels motifs. Cela fait partie des épreuves de ma vie», avait expliqué Christophe Galtier plusieurs mois après sa relaxe.

O MARSEILLE

De Zerbi limogé

L'Olympique de Marseille et son entraîneur Roberto De Zerbi ont annoncé mettre fin à leur collaboration «d'un commun accord» dans la nuit de mardi à mercredi, dans le sillage de la lourde défaite de dimanche face au PSG (5-0) en Ligue 1.

Arrivé à l'OM l'été 2024 et auteur d'une belle 2e place en championnat la saison dernière, l'Italien de 46 ans était plus que jamais sur la sellette depuis l'humiliation au Parc des princes dimanche.

Le public et la presse locale, à commencer par La Provence qui avait ironisé sur «les sous-doués dans la capitale», n'avait pas pardonné l'affront dans le Classique face au rival numéro 1. L'épilogue n'a pas tardé.

«A la suite d'une concertation réunissant l'ensemble des parties prenantes de la direction du club (...) il a été décidé d'opter pour un changement à la tête de l'équipe première», a indiqué le club dans un communiqué, évoquant «une décision collective, difficile, prise au terme d'une réflexion approfondie dans l'intérêt du club pour répondre aux enjeux sportifs de cette fin de saison».

«L'Olympique de Marseille tient à remercier Roberto De Zerbi pour son investissement, son engagement, son professionnalisme et son sérieux, marqués notamment par la 2e place obtenue lors de la saison 2024/25», a souligné le club.

Accablé par la défaite dimanche, De Zerbi avait reconnu être en mal de solutions face au marasme traversé par son équipe, déjà éliminée de la course à la Ligue des champions après avoir été notamment écrasée à domicile par Liverpool (3-0) avant de sombrer à Bruges (3-0).

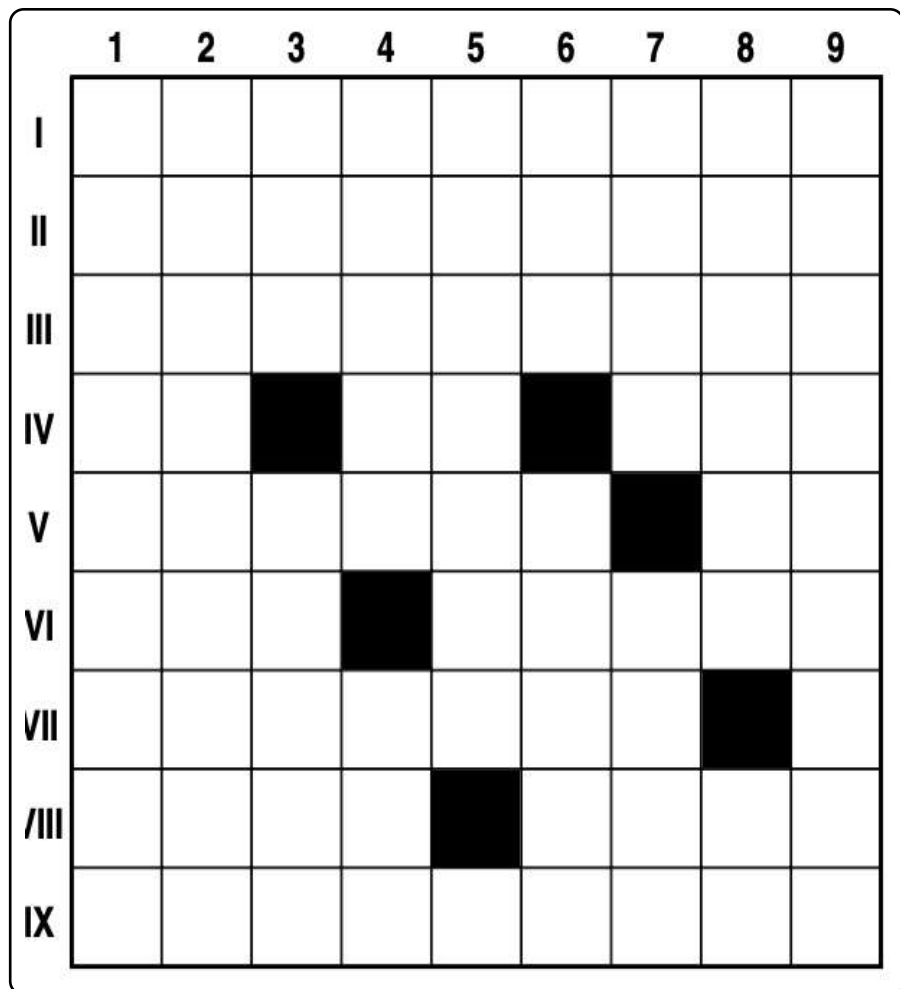
«Je n'ai pas d'explication, c'est le plus grand problème en ce moment», avait-il reconnu devant la presse.

«Si j'avais la solution pour cette irrégularité, je la trouverais à n'importe quel prix.»



LES MOTS FLÉCHÉS

1. La marque du père. 2. Elles habitent dans le Sud-ouest. 3. Ville de Serbie. Grosses mouches. 4. Il ressemble forcément à quelqu'un. Consultée. 5. Anémiée. 6. Dispose. Sorti de nulle part. 7. Porteur d'une robe retroussée. Plan d'eau. 8. Prise d'air. Petite quantité. 9. Pas très enthousiastes.



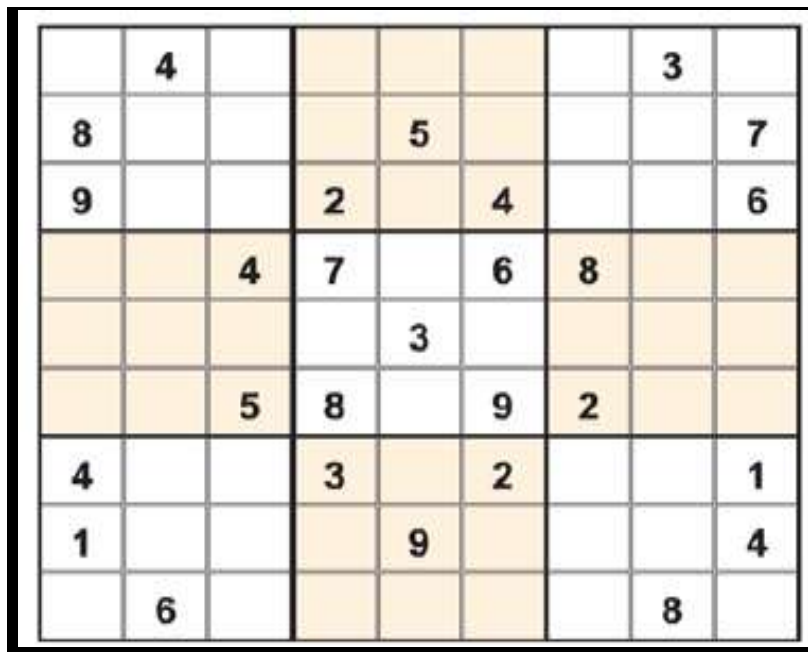
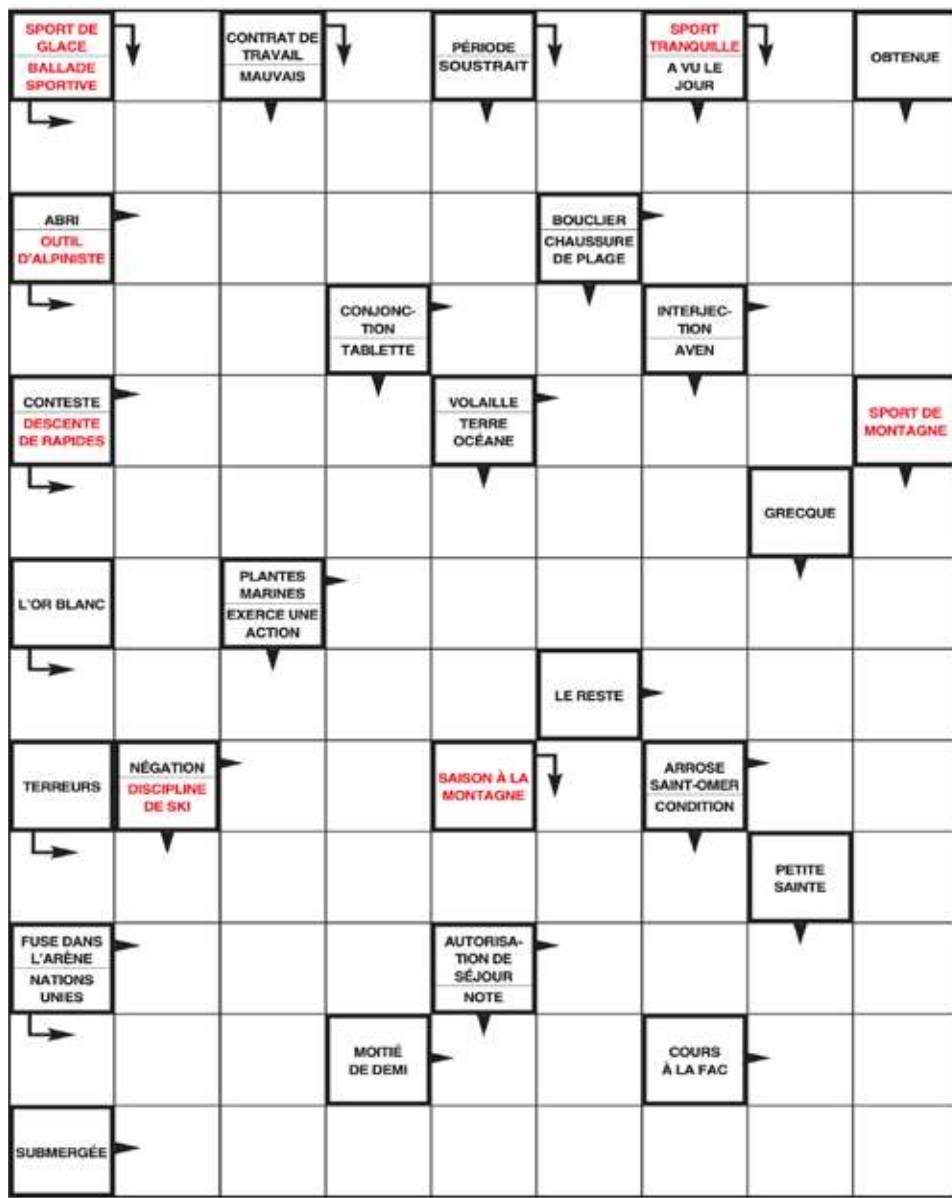
Le mot-mystère est :
athlète)

ANTILOPE
 ARA
 BABOUIN
 BONOBO
 CAIMAN
 CHACAL
 CHIMPANZE
 COBRA
 CRIQUET
 CROCODILE

ELEPHANT
 FENNEC
 FLAMANT
 GAZELLE
 GIRAFE
 GNOU
 GORILLE
 GRUE
 HIPPOPOTAME
 HYENE

IMPALA
JAGUAR
KOALA
LION
MACAQUE
MASSUE
OKAPI
OUISTITI
PANTHERE
PERROQUET

PHACOCHERE
RHINOCEROS
SAFARI
SCORPION
SERVAL
SINGE
SLOUGH
TAMARIN
TRAQUE
ZEBRE



SUDOKO

SOLUTION

LES MOTS FLÉCHÉS

SUDOKO — LES MOTS CROISÉS



RASSAS EL-QALAM

À Guelma, la scène rend hommage aux plumes de la Révolution

À Guelma, la troupe « Triangle de la vie » ravive la mémoire de la guerre de libération avec Rassas El-Qalam, une pièce qui met en scène la résistance des journalistes face à la répression coloniale. Présentée dans le cadre de la commémoration du bombardement de Sakiet Sidi Youcef, l'œuvre interroge le rôle de l'écrit comme arme de combat et outil de transmission.

**NASSIM TERKI**

La maison de la culture Abdelmajid-Chafei de Guelma a accueilli, lundi soir, la pièce Rassas El-Qalam (La balle de la plume), présentée par la troupe « Triangle de la vie » relevant de la direction générale de la Protection civile. Une soirée dédiée à la mémoire, inscrite dans la commémoration du 68^e anniversaire du bombardement de Sakiet Sidi Youcef. L'œuvre, d'une facture résolument historique, s'attache à rappeler le rôle essentiel joué par les journalistes et les intellectuels algériens

durant la guerre de libération. Abderraouf Dadi, auteur et metteur en scène, s'appuie pour cela sur le parcours de Mustapha, journaliste dont le quotidien fut frappé de restrictions et de mesures arbitraires imposées par l'administration coloniale. Une manière de retracer, à travers un destin individuel, les entraves qui visaient à réduire au silence ceux qui avaient choisi de poursuivre la lutte « avec la plume ». Jouée devant un public nombreux et en présence des autorités locales, conduites par le wali Samir Chibani, Rassas El-Qalam

convoque à la fois les réussites de la lutte pour l'indépendance et les violences perpétrées par les troupes coloniales, notamment contre des enfants et des civils désarmés. La pièce, d'une durée d'une heure, se veut un rappel des zones d'ombre laissées par l'histoire et un hommage à ceux qui ont fait du mot un outil de résistance. En marge de la représentation, Abderraouf Dadi a souligné que ce travail scénique constitue « une contribution à la revitalisation de la mémoire nationale » et entend mettre en lumière « le rôle des journalistes et des intellec-

tuels algériens durant la lutte pour le recouvrement de la souveraineté ». Mohamed Achmaoui, président de l'association « Triangle de la vie », a rappelé que la création s'inscrit dans une convention liant l'association, sous la supervision de la Protection civile, au ministère des Moudjahidine et Ayants droit. La représentation à Guelma intervient par ailleurs dans le cadre d'un partenariat conclu entre l'association de la Protection civile et le ministère de la Culture et des Arts, qui programme la tournée de l'œuvre sur différents sites du pays.

Un concours national pour revisiter Allalou

Le Théâtre national algérien Mahieddine-Bachtarzi (TNA) ouvre un concours national dédié à la « meilleure recherche scientifique » portant sur la vie et l'œuvre de Selali Ali, connu sous le nom d'Allalou, figure fondatrice du théâtre algérien. L'initiative s'inscrit dans le centenaire de Djeha, la pièce écrite en 1926 et considérée comme un jalon majeur de l'histoire théâtrale du pays. Le concours vise à encoura-

ger la documentation et l'analyse de l'œuvre d'Allalou, tout en contribuant à la préservation de la mémoire artistique nationale. Chercheurs, étudiants, critiques et journalistes sont invités à proposer des travaux portant sur un aspect de son parcours : écriture, mise en scène ou rôle historique dans la construction du théâtre algérien moderne. Les contributions doivent être inédites, n'avoir jamais été primées et respecter

les standards académiques en matière de rédaction et de références. Une récompense de 200 000 dinars sera attribuée au lauréat lors d'une cérémonie prévue en avril, en plus de la publication de l'étude retenue dans le cadre des commémorations du centenaire de Djeha. Le dépôt des candidatures est fixé au 25 mars. Né en 1902 dans la Casbah d'Alger, Allalou demeure l'un des fondateurs du théâtre algérien. Très tôt engagé sur scène,

il collabore notamment avec Mahieddine Bachtarzi et Rachid Ksentini. En 1926, il signe Djeha, comédie à grand succès et première pièce algérienne écrite en arabe dialectal. Suivront Le Mariage de Bouakline, Le Dormeur éveillé ou encore Le Barbier de Grenade. Il s'éteint le 19 février 1992 à l'âge de 90 ans, laissant une œuvre qui continue d'alimenter la réflexion sur les origines du théâtre national.

Ramadhan à l'Opéra

Un mois dédié aux musiques algériennes

L'Opéra d'Alger Boualem-Bessaïh prépare un Ramadhan largement tourné vers les musiques du pays. Andalou, chaâbi, melhoun, répertoires kabyle et chaoui, raï et variétés algériennes composeront un programme qui s'ouvrira le 26 février, sous le patronage de la ministre de la Culture et des Arts. La scène accueillera une succession d'artistes reconnus : Abdelkader Chaou, Hamidou, Salim Fergani, Nardjess, Rabah Asma, Kamel Benani, Samir Toumi. Marcel Khalifa y donnera deux concerts, les 28 février et 1^{er} mars, parmi les rendez-vous les plus attendus. L'ensemble du programme a été présenté lors d'une conférence de presse animée par Mourad Senoussi, chargé de la gestion de l'Opéra, entouré de plusieurs artistes et habitués du lieu. Au-delà des concerts, l'institution met en avant de nouveaux projets destinés à élargir ses espaces et ses usages. Une bibliothèque sera ouverte au public, offrant un lieu de lecture et de travail. Une galerie d'exposition accueillera prochainement des artistes plasticiens issus des écoles d'art et d'autres structures culturelles. Une cafétéria viendra compléter l'ensemble, accessible tout au long de l'année et pensée comme un lieu de passage pour les visiteurs, même en dehors des spectacles. Pour faciliter l'accès du public, un partenariat a été conclu avec la plateforme Heetch : des réductions allant jusqu'à 50 % sont prévues pour les nouveaux utilisateurs, et entre 30 et 40 % pour les réguliers. L'Opéra annonce aussi des tarifs réduits sur les billets pour les personnes aux besoins spécifiques. Par ailleurs, la chaîne YouTube de l'institution sera relancée, avec la mise en ligne progressive des spectacles afin d'assurer une meilleure visibilité de son activité. Avec cette programmation et ces nouvelles ouvertures, l'Opéra d'Alger entend affirmer son rôle de lieu culturel vivant, ouvert aux musiques du pays et aux publics qui les font vivre.

Le TRTO prépare sa nouvelle production

Le théâtre régional Kateb-Yacine de Tizi Ouzou (TRTO) a organisé, mardi 10 février, un casting destiné à sélectionner les interprètes de sa nouvelle production en langue arabe. Plus de cent jeunes, filles et garçons, se sont présentés pour tenter d'obtenir l'un des neuf rôles pré-

vus dans cette pièce destinée au public adulte. Selon la direction du théâtre, les répétitions doivent débuter juste après les fêtes de l'Aïd, au sein même de l'institution. La création s'appuie sur un texte du jeune dramaturge Messaoud Atma, diplômé en écriture dramatique de l'ISMAS en 2024 et la-

uréat du troisième prix d'écriture théâtrale Ali-Maâchi en 2025 pour Lawhat Edem ou Le Tableau de sang. La mise en scène sera assurée par Chawki Bouzid, la scénographie par Hamza Djaballah et la composition musicale par Adel Lamamra. Le financement du projet est pris en charge par le Fonds

de promotion de la culture et des arts. Le TRTO rappelle, par la voix de son directeur, Hocine Haddou, que cette orientation s'inscrit dans la continuité de précédentes initiatives, à l'image de Ayerrouba N Kayan (Le Bateau de Cayenne), écrite par Belkacem Meghouchene, également lauréat du

prix Ali-Maâchi en 2011. Le théâtre entend poursuivre son engagement en faveur de jeunes auteurs dramatiques, afin de renforcer leur visibilité et d'encourager de nouvelles écritures pour un quatrième art algérien en constante recherche de renouvellement.

Trait d'esprit

“Tout a été dit, déjà. Mais comme personne n’écoute, il faut toujours recommencer.”

André Gide

APN : reprise des travaux avec des questions orales au gouvernement



L’Assemblée populaire nationale (APN) reprend ses travaux aujourd’hui en séance plénière, consacrée aux questions orales adressées à plusieurs membres du Gouvernement. Selon un communiqué publié

hier par l’institution, les interventions des députés porteront sur les secteurs de la Santé, de l’Industrie, de la Jeunesse, des Travaux publics et des Infrastructures de base, ainsi que de l’Hydraulique. ■

Guelma Dix blessés dans une collision entre un minibus et un camion

Hier après-midi, un grave accident de la circulation a eu lieu à Guelma, faisant dix blessés, selon un communiqué de la Protection civile. Les secours sont intervenus à 15 h 02 à la suite d’une collision entre un minibus assurant le transport de voyageurs et un camion, sur la route nationale n° 16 A, à hauteur de la commune d’Ain Ben Beïda, dans la daïra de Bouchegouf. D’après les premières informations, l’accident a fait dix blessés souffrant de traumatismes de gravité variable. Quatre d’entre eux ont été évacués par des particuliers avant l’arrivée des secours. Les équipes de la Protection civile ont pris en charge les autres victimes sur place, leur prodiguant les premiers soins avant de les transférer vers l’hôpital local pour des examens et une prise en charge médicale appropriée. Cet accident remet en lumière la nécessité de redoubler de vigilance et de respecter le Code de la route, en particulier sur les axes nationaux à forte circulation.

CNews sanctionnée : 100 000 euros d’amende pour incitation à la haine



Déjà rappelée à l’ordre à plusieurs reprises, CNews a été condamnée le 10 février dernier à une amende de 100 000 euros par l’Arcom pour des manquements relevés lors de deux éditions de L’Heure des pros 2 Été, diffusées les 8 et 12 août 2025, en l’absence de Pascal Praud. Le régulateur a retenu un défaut de maîtrise de l’antenne après des propos jugés incitatifs à la haine et à la discrimination. Le 8 août, Noëlle Lenoir avait affirmé que des « millions d’Algériens » représentaient des « risques majeurs », des déclarations que l’Arcom estime de nature à encourager des comporte-

ments discriminatoires. Malgré un rectificatif publié le lendemain, la chaîne a écopé d’une amende de 25 000 euros. Quatre jours plus tard, Françoise Laborde a tenu des propos visant les Palestiniens et des salariés musulmans dans les aéroports parisiens, également considérés comme stigmatisants. Cette seconde séquence a valu à CNews une sanction supplémentaire de 75 000 euros. En sept ans, la chaîne a été sanctionnée 26 fois, pour un total de 630 001 euros d’amendes, principalement pour des propos discriminatoires et des manquements dans la maîtrise de l’antenne. ■

vaste coup de filet à Béjaïa contre un réseau de trafic de drogue

Les services de police d’Akbou, dans la wilaya de Béjaïa, ont démantelé un réseau criminel composé de dix individus, dont une femme, au terme d’une opération d’envergure menée récemment dans la région. Cette intervention a permis la saisie de 1 468 comprimés d’ecstasy, 1 219 gélules de psychotropes, près d’un kilogramme de cannabis traité et 514 grammes de cocaïne. Les forces de l’ordre ont également mis la main sur une arme de chasse, plusieurs

armes blanches de différentes tailles, des appareils sensibles ainsi que des documents administratifs falsifiés. Par ailleurs, une somme estimée à 77,2 millions de centimes en monnaie nationale a été récupérée, en plus de trois motocyclettes. Cette opération s’inscrit dans le cadre des efforts continus des services de sécurité pour lutter contre le trafic de stupéfiants et la criminalité organisée dans la région.

Transport ferroviaire

La Société nationale des transports ferroviaires (SNTF) a annoncé la mise en place d’une mesure commerciale destinée à faciliter les déplacements des voyageurs à travers le pays. Dans un communiqué publié hier, l’entreprise précise qu’une réduction de 20 % est désormais accordée sur chaque billet aller-retour couvrant une distance de 400 kilomètres ou plus, ou facturé sur cette base kilométrique. La SNTF indique également que ces billets resteront valables pendant une durée de deux mois à compter de leur date d’émission. Cette initiative s’inscrit dans le cadre des efforts visant à encourager l’utilisation du transport ferroviaire et à offrir davantage de flexibilité aux usagers.

L'EXPRESS

MOIS DE RAMADAN

18 marchés de proximité prévus à Alger

Dix-huit marchés de proximité sont programmés dans la wilaya d’Alger, en prévision du mois de Ramadhan, en vue d’assurer l’approvisionnement en produits de consommation à des prix compétitifs, a annoncé mardi passé le directeur du commerce de la wilaya d’Alger, Abdelwahab Harkas.

Lors d’une réunion de travail organisée au siège de la wilaya pour présenter les différentes mesures et préparatifs du mois de Ramadhan, M. Harkas a expliqué que sur le total des marchés de proximité programmés au niveau de 14 circonscriptions administratives, huit (8) sont déjà ouverts à Birtouta, Aïn Benian, Bir Mourad Raïs, Hussein Dey, Bab El Oued, Baraki, Dar El Beïda et Bordj El Kiffan. Ces marchés de proximité sont approvisionnés par 448 partenaires, parmi lesquels des grossistes, des importateurs et des producteurs, y compris des groupes publics comme le groupe Giplait et l’Office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC). Concernant les opérations de contrôle commercial et la lutte contre la fraude, le responsable a souligné la mobilisation de 223 équipes de contrôle, dotées de tous les moyens disponibles. Les opérations de contrôle seront intensifiées aux heures de pic de l’activité commerciale pendant le ramadan (après-midi, après l’iftar et les week-ends), a indiqué M. Harkas, précisant que les opérations de contrôle porteront notamment sur la traçabilité des marchandises et les circuits de distribution, de l’importateur/producteur au grossiste, puis au détaillant. Lors de cette réunion, la disponibilité des différents produits de consommation pendant tout le mois de ramadan a été confirmée. Dans ce cadre, le directeur des services agricoles de la wilaya d’Alger, Mehdi Missaoui, a révélé que l’approvisionnement en lait dans la capitale passera de 700 000 litres par jour à 920 000 litres, grâce à sept (7) laiteries. Il a également indiqué que les stocks de pommes de terre, d’ail et d’oignons sont suffisants et seront mis sur le marché spécialement pour le ramadan, compte tenu de la forte demande pour ces produits de la part des familles algériennes. Quant aux viandes blanche et rouge, le directeur de wilaya a indiqué la prise de l’ensemble des mesures avec les opérateurs économiques, afin d’en fournir les quantités indispensables, à travers la remise de toutes les autorisations nécessaires et en veillant sur l’opération de contrôle sanitaire sur les viandes importées au niveau du port d’Alger, annonçant, par là même, qu’une quantité estimée à 50 000 tonnes de viandes rouges sera orientée vers les marchés de la capitale, en sus de 30 000



tonnes de viandes blanches (la plupart étant produites localement). De son côté, le directeur général de l’établissement de gestion des abattoirs et des poissonneries, du marché de gros des fruits et légumes de la wilaya d’Alger (EGE-SAPMG), Réda Attab, a fait état de la prise par l’établissement d’un ensemble de mesures visant à assurer le bon fonctionnement de ses structures et à permettre aux citoyens de s’approvisionner en produits de large consommation. À ce propos, le même responsable a relevé que l’activité du marché de gros des légumes et des fruits sera tout au long des jours de la semaine, y compris le jeudi (considéré comme un jour férié pour les man-

dataires), avec la consécration de la période après l’iftar jusqu’à minuit pour la réception des marchandises par les mandataires au niveau de leur carreau, tout en prenant en compte la situation des fellahs venant de différentes wilayas du pays. Aussi, tous les moyens matériels et humains ont été mobilisés, afin de réceptionner les quantités considérables de différents produits qui devront s’élever à 11 000 tonnes (5 000 tonnes de fruits et 6 000 tonnes de légumes), détaille M. Attab. Quant au niveau des abattoirs, l’EGE-SAPMG a mobilisé tous les moyens afin de réceptionner environ 450 têtes bovines, 2 700 têtes ovines et 75 têtes de cheval, soit 238 tonnes de viandes.. ■

Mascara : inhumation de la moudjahida Mansour Hafifi Fatma

La moudjahida Mansour Hafifi Fatma, décédée à l’âge de 91 ans, a été inhumée hier au cimetière Sidi El-Bachir à Sig (wilaya de Mascara), en présence des autorités locales, de membres de la famille révolutionnaire et de nombreux citoyens. Née en 1935 à Sig, elle avait rejoint la Guerre de libération en 1959 au sein de l’Organisation civile du FLN. Infirmière à l’hôpital de la ville, elle apportait un soutien médical aux moudjahidine et soignait les blessés. Arrêtée en janvier 1960 par les forces coloniales françaises, elle a été détenue cinq mois et soumise à des sévices. Le wali de Mascara a présenté ses condoléances à la famille de la défunte.